Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio

Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft

Band: 64 (1946)

Heft: 278

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 05.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce • Foglio ufficiale svizzero di commercio

Erscheint täglich, ausgenommen an Sonn- und Feiertagen - Paraît tous les jours, le dimanche et les jours de fête exceptés

Nr. 278 Bern, Mittwoch 27. November 1946 — 64. Jahrgang — 64me année — Berne, mercredi 27 novembre 1946 **No 278**

Redaktion und Administration: Effingerstrasse 3 in Bern. — Telephon Nr. (031) 21660
Im Inland kann nur durch die Post abonniert werden. Gefl. Abonnementsbeträge nicht an obige Adresse, sondern am Postschalter einzahlen — Abonnementspreise: Schweiz: jährlich Fr. 22.30, halbjährlich Fr. 12.30, vierteljährlich Fr. 8.30, zwei Monate Fr. 4.50, ein Monat Fr. 2.50; Ausland: Zuschlag des Portos — Preis der Einzelnummer 25 Rp. (plus Porto). — Annoncen-Regie: Publicitas AG. — Insertionstarif: 20 Rp. die einspaltige Millimeterzeile oder deren Raum; Ausland 25 Rp. — Jahresabonnementspreis für die Monatsschrift „Die Volkswirtschaft": Fr. 8.30.

Rédaction et administration: Effingerstrasse 3 à Berne. — Téléphone n° (031) 21660
En Suisse, les abonnements ne peuvent être pris qu'à la poste. On est donc prié de ne pas verser le montant des abonnements à l'adresse ci-dessus — Prix d'abonnement: Suisse: un an 22 fr. 30; un semestre 12 fr. 30; un trimestre 6 fr. 30; deux mois 4 fr. 50; un mois 2 fr. 50; étranger: frais de port en plus — Prix du numéro 25 ct. (port en sus). — Régie des annonces: Publicitas SA. — Tarif d'insertion: 20 ct. la ligne de colonne d'un mm ou son espace; étranger: 25 ct. — Prix d'abonnement annuel à „La Vie économique" ou à „La Vita economica": 8 fr. 30.

Inhalt — Sommaire — Sommario

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse und Nachlassverträge. Faillites et concordats. Fallimenti e concordati.
Handelsregister. Registre du commerce. Registro di commercio.
Fabrik- und Handelsmarken. Marques de fabrique et de commerce. Marche di fabbrica e di commercio 117989—118022.
Société immobilière du Plan Nord S. A., à Neuchâtel.
Società anonima Medicinali in liquidazione, Lugano.
Arrêté du Conseil d'Etat du canton de Fribourg concernant le contrat collectif réglant les conditions de travail des ouvriers jardiniers. Beschluss des Staatsrates des Kantons Freiburg betreffend den Gesamtarbeitsvertrag zur Festlegung der Arbeitsbedingungen im Gärtnereigewerbe.
Bilanzen. Bilans. Bilanci.

Mitteilungen — Communications — Comunicazioni

Mitteilung und BRB über die Herabsetzung der Zölle auf Bänder aus Seide, Floretseide und Kunstseide. Communiqué et ACF réduisant les droits d'entrée sur les rubans en soie, en bourre de soie ou en soie artificielle.
Portugal: Einstellung des Nachnahmeverkehrs. Suspension du service des remboursements.
Schweizerische Nationalbank, Ausweis. Banque nationale suisse, situation hebdomadaire.

Amtlicher Teil – Partie officielle – Parte ufficiale

Konkurse — Faillites — Fallimenti

Konkurseröffnungen — Ouvertures de faillites

(SchKG. 231, 232) (LP. 231, 232)
(VZG. vom 23. April 1920, Art. 29, 123) (OT. féd. du 23 avril 1920, art. 29, 123)

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (LP. 209).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés, faute de quoi ils encourront les peines prévues par la loi et seront déchus de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai. Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Kt. Bern *Konkursamt Wangen a. d. A.* (1254)
Gemeinschuldner: Schärer Oskar, des Gottfried und der Emma, geborene Linder, Vertreter, Holz, Herzogenbuchsee.
Datum der Eröffnung: 20. November 1946.
Summarisches Verfahren.
Eingabefrist: 17. Dezember 1946.

Kt. Basel-Stadt *Konkursamt Basel-Stadt* (1255)
Gemeinschuldnerin: Hermann & Co., Kollektivgesellschaft, Fabrikation und Vertrieb von Küchenmöbeln aller Art, Schanzenstrasse 6 in Basel.
Datum der Konkurseröffnung: 18. November 1946.
Ordentliches Konkursverfahren.
Erste Gläubigerversammlung: Montag, den 9. Dezember 1946, nachmittags 8 Uhr, im Gerichtshause, Bäumleingasse 1 (Parterre, Zimmer Nr. 7).
Eingabefrist: bis und mit 27. Dezember 1946.

Ct. de Vaud *Office des faillites, Lausanne* (1256)
Faillie: Montandon S. A. Jean, céramique d'art, rue de Genève 91, à Lausanne.
Date du prononcé: 19 novembre 1946.
Première assemblée des créanciers: jeudi 5 décembre 1946, à 14 heures, dans une des salles du Tribunal de district, Palais de justice de Montbenon, à Lausanne.
Délai pour les productions: 27 décembre 1946.

Ct. de Neuchâtel *Office des faillites, La Chaux-de-Fonds* (1257)
Failli: Talleri F., agent commercial, agence de maisons d'éditions, achat et vente de livres, à La Chaux-de-Fonds, anciennement Daniel-Jeanrichard 9, actuellement Cheminots 24, dont le chef est Franco-Attilio-Piero Talleri, fils de Piera Talleri, né le 17 février 1922, originaire de Lugano.
Date du jugement de faillite: 4 novembre 1946.
Liquidation sommaire, article 231 L.P.
Délai pour les productions: 7 décembre 1946, inclusivement.

Ct. de Genève *Office des faillites, Genève* (1249)

Deuxième sommation aux titulaires de servitudes

Failli: Mirault Jean, associé indéfiniment responsable de la société en nom collectif Mirault & Co., domicilié rue de la Boulangerie 6, à Genève.
Immeubles possédés par le failli dans la commune de Thônex, parcelles N° 1014, feuille 16, avec les bâtiments N° 233 bis et 233 ter, N° 3406, feuille 14, avec les bâtiments Nos 235, 235 bis, 235 ter et 426.
Délai pour les productions des servitudes: 6 décembre 1946.

Ct. de Genève *Office des faillites, Genève* (1250)

Deuxième sommation aux titulaires de servitudes

Faillie: Société immobilière Violette-Acacias, ayant son siège à Genève.
Immeubles possédés par la faillie dans la commune de Troinex, parcelles N° 1693, feuille 2, N° 1937, feuille 2, avec les bâtiments Nos 344 et 345.
Délai pour les productions des servitudes: 6 décembre 1946.

Einstellung des Konkursverfahrens — Suspension de la liquidation

(SchKG 230.) (L. P. 230.)

Falls nicht binnen zehn Tagen ein Gläubiger die Durchführung des Konkursverfahrens begehrt und für die Kosten hinreichende Sicherheit leistet, wird das Verfahren geschlossen.

La faillite sera clôturée faute par les créanciers de réclamer dans les dix jours l'application de la procédure en matière de faillite et d'en avancer les frais.

Kt. Zürich *Konkursamt Aussersihl-Zürich* (1260)
Gemeinschuldnerin: Firma Ricaro GmbH., Handel, Import und Export von technischen Erzeugnissen, Maschinen und Apparaten und Verwertung von Patenten, in Zürich 4, Morgartenstrasse 13.
Datum der Konkurseröffnung: 24. Oktober 1946.
Datum der Einstellungsverfügung: 21. November 1946.
Frist für Begehren um Durchführung und Leistung eines Kostenvorschusses von Fr. 500: bis 7. Dezember 1946.

Kt. Zürich *Konkursamt Zürich-Altstadt* (1252)
Ueber Vock-Baumgartner Fritz, von Sarmenstorf (Aargau), früher wohnhaft in Zürich 1, Neumarkt 15, jetzt in Basel, Oetlingerstrasse 156, ist durch Verfügung des Konkursrichters des Bezirksgerichtes Zürich vom 7. Oktober 1946 der Konkurs eröffnet, das Verfahren aber mit Verfügung des nämlichen Richters am 21. November 1946 mangels Aktiven wieder eingestellt worden.

Falls nicht ein Gläubiger bis zum 5. Dezember 1946 die Durchführung des Konkursverfahrens begehrt und innert der gleichen Frist für die Kosten desselben einen vorläufigen Barvorschuss von Fr. 500 leistet, wird das Verfahren als **geschlossen** erklärt.

Kt. Schwyz *Konkursamt Arth* (1262)
Gemeinschuldnerin: Baur & Zahner, Elektroisolier- und Imprägnierfabrikation, Goldau.
Datum der Konkurseröffnung: 8. November 1946.
Datum der Einstellung mangels Aktiven: 23. November 1946.
Falls nicht ein Gläubiger bis zum 9. Dezember 1946 die Durchführung des Konkurses begehrt und für die Kosten desselben einen Vorschuss von Fr. 400 leistet (Nachbezugsrecht vorbehalten), wird das Verfahren als geschlossen erklärt.

Ct. de Vaud *Office des faillites, Orbe* (1258)
La faillite ouverte le 12 novembre 1946 contre Devins Jeanne, caissière au Buffet de la Gare, à Vallorbe, a été, ensuite de constatation de défaut d'actif, suspendue par décision du juge de la faillite.

Si aucun créancier ne demande d'ici au 7 décembre 1946 la continuation de la liquidation en faisant une avance de frais de 300 fr., cette faillite sera clôturée.

Kollokationsplan — Etat de collocation

(SchKG. 249—251) (LP. 249—251)

Der ursprüngliche oder abgeänderte Kollokationsplan erwächst in Rechtskraft, falls er nicht binnen zehn Tagen vor dem Konkursgerichte angefochten wird.

L'état de collocation, original ou rectifié passe en force, s'il n'est attaqué dans les dix jours par une action intentée devant le juge qui a prononcé la faillite.

Kt. Zürich *Winterthur-Altstadt* (1253)
Im Konkurse über Gogel Paul, Kaufmann, Rychenbergstrasse 10 in Winterthur (gewesener Inhaber der nun gelöschten Firma Paul Gogel, Mondial-Verlag, Zürich 1), liegt der Kollokationsplan den beteiligten Gläubigern beim obgenannten Konkursamt zur Einsicht auf. Klagen auf Anfechtung des Planes sind innert 10 Tagen, von der Bekanntmachung an, gerichtlich anhängig zu machen, widrigenfalls er als anerkannt betrachtet würde.

Kt. Basel-Stadt *Konkursamt Basel-Stadt* (1259)

Nachtrag zum Kollokationsplan

Gemeinschuldner: Pflugi Arnold, Spalenring 103, Inhaber der Firma «A. Pflugi», Fabrikation von und Handel mit technischen Artikeln, Dufourstrasse 42 in Basel.
Anfechtungsfrist: innert 10 Tagen.

Schluss des Konkursverfahrens — Clôture de la faillite
(SchKG. 268) (LP. 268)

Kt. Zürich *Konkursamt Aussersihl-Zürich* (1261)
Gemeinschuldner: Spahn Jakob, geboren 1900, von Dachsen (Zürich), Torfausbeutung, Gartenhofstrasse 1, Zürich 4.
Datum der gerichtlichen Schlussverfügung: 22. November 1946.

Kt. Schaffhausen *Konkursamt Schaffhausen* (1251)
Das Konkursverfahren über die Müller AG., Möbelwerkstätten, in Schaffhausen, ist durch Verfügung des Konkursrichters vom 22. November 1946 als geschlossen erklärt worden.

Nachlassverträge — Concordats — Concordati

Verhandlung über die Bestätigung des Nachlassvertrages
(SchKG 304, 317.)

Délibération sur l'homologation de concordat
(L. P. 304, 317.)

Die Gläubiger können ihre Einwendungen gegen den Nachlassvertrag in der Verhandlung anbringen.

Les opposants au concordat peuvent se présenter à l'audience pour faire valoir leurs moyens d'opposition.

Kt. Luzern *Amtsgerichtsvizepräsident von Luzern-Stadt* (1263)
Schuldner: Stucki Ulrich, Café «Express», Stadthofstrasse 13, Luzern.
Tag, Stunde und Ort der Verhandlung: Donnerstag, den 5. Dezember 1946, vormittags 11 Uhr, im Amtsgerichtsgebäude, Grabenstrasse 2, Luzern.
Luzern, den 26. November 1946.

Der Amtsgerichtsvizepräsident von Luzern-Stadt:
P. Segalini.

Handelsregister - Registre du commerce - Registro di commercio

Zürich — Zurich — Zurigo

22. November 1946.
Kies- und Sand-Vertriebs-A.G., in Winterthur. Unter dieser Firma ist auf Grund der Statuten vom 13. November 1946 eine Aktiengesellschaft gebildet worden. Ihr Zweck ist Kauf und Verkauf von Sand, Kies und ähnlichen Grubenprodukten sowie der Transport erwähnter und ähnlicher Materialien. Die Gesellschaft kauft oder mietet zu diesem Zwecke die erforderlichen Transportmittel und Zubehör, welche sie auch ihrerseits ausmieten kann. Die Gesellschaft kann Kiesgruben und Liegenschaften erwerben, betreiben und veräussern. Das Grundkapital beträgt Fr. 100 000 und ist eingeteilt in 100 Namenaktien zu Fr. 1000. Es ist mit Fr. 50 000 einbezahlt. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Die Mitteilungen an die Aktionäre erfolgen durch eingeschriebenen Brief. Der Verwaltungsrat besteht aus einem Mitglied. Einziger Verwaltungsrat mit Einzelunterschrift ist Emil Toggenburger jun., von Dinhard, in Winterthur. Einzelprokura ist erteilt an Karl Obergfell, von und in Winterthur. Geschäftsdomizil: Hegifeldstrasse 7 in Winterthur 2 (eigenes Lokal).

Bern — Berne — Berna

Bureau Bern

22. November 1946. Verkauf von Losen.
Jules Ramseyer, in Bern, Verkauf von Seva- und andern Losen usw. (SHAB. Nr. 224 vom 24. September 1936, Seite 2270). Die Firma wird infolge Geschäftsaufgabe gelöscht.

22. November 1946.
Schumacher's Weisswaren A.G., in Bern. Gemäss öffentlich beurkundetem Errichtungsakt und Statuten vom 13. November 1946 besteht unter dieser Firma eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt den Vertrieb von Weisswaren aller Art. Die Gesellschaft kann sich bei andern Unternehmungen beteiligen, gleichartige oder andere Unternehmen erwerben oder errichten lassen. Das Grundkapital beträgt Fr. 70 000, eingeteilt in 70 Namenaktien zu Fr. 1000. Darauf sind Fr. 49 000 einbezahlt. Die Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt. Mitteilungen und Einladungen werden den Aktionären durch eingeschriebenen Brief zugestellt. Der Verwaltungsrat besteht aus 1 bis 5 Mitgliedern. Ihm gehören an: Otto Schumacher, von Hofstetten (Solothurn), in Bern, als Präsident, und Rosa Schumacher, geborene Cretton, von Hofstetten (Solothurn), in Bern, als Mitglied. Die beiden Verwaltungsräte führen Einzelunterschrift. Geschäftslokal: Weststrasse 19 (in gemieteten Räumen).

22. November 1946.
Verband Schweiz. Blechemballagen-Fabrikanten [VSBF] (Union Suisse des fabricants d'emballages métalliques [VSBF]), bisher in Zürich 1, Genossenschaft (SHAB. Nr. 303 vom 26. Dezember 1944, Seite 2846). Gemäss Beschluss der Generalversammlung vom 17. August 1946 wurde der Sitz nach Bern verlegt und die Statuten entsprechend revidiert. Die ursprünglichen Statuten datieren vom 5. Mai 1939 und 14. August 1939. Der Verband bezweckt die Wahrung und Förderung der gemeinsamen Interessen seiner Mitglieder; Hauptaufgaben des Verbandes bilden namentlich: a) die Ermöglichung des fachlichen und geschäftlichen Erfahrungsaustausches unter den Mitgliedfirmen; b) der Schutz der Mitgliedfirmen vor Preisschleuderei und unlauterem Wettbewerb, ebenso die Bekämpfung unlauteren Geschäftsgebarens überhaupt; c) im Bedarfsfalle die gemeinsame Regelung von Fragen des Arbeitsverhältnisses; d) die Vertretung der Interessen der Schweiz. Blechemballagen-Fabrikanten vor den Behörden und in der Oeffentlichkeit. Dagegen ist die Erzielung von Gewinnen für die Genossenschaft als solche nicht beabsichtigt. Für die Verbindlichkeiten des Verbandes haftet einzig das Genossenschaftsvermögen; jede persönliche Haftbarkeit der Mitglieder ist ausgeschlossen. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Die Verwaltung besteht aus 5 bis 7 Mitgliedern. Die Genossenschaft wird kollektiv je zu zweien vertreten durch: Prof. Dr. Alfred Gutersohn, von Islikon, in Winterthur, Präsident der Verwaltung; Gottfried Hoffmann, von Zürich, in Thun, Vizepräsident der Verwaltung, sowie durch Dr. Ernst Schaerer, von Wädenswil, in Bern, Sekretär, doch nicht Mitglied der Verwaltung. Der bisherige Sekretär Erwin Müller ist ausgeschieden und seine Unterschrift ist erloschen. Geschäftslokal: Schwarztorstrasse 26 (beim Schweizerischen Gewerbeverband).

23. November 1946. Waren aller Art.
F. D. Beck, in Bern. Inhaber der Firma ist Felix Diethelm Beck, güterrechtlich getrennter Ehemann der Sophie Charlotte, geborene Schindler, von Basel, in Bern. Import, Export und Vertretungen von Waren aller Art. Wabernstrasse 57.

23. November 1946. Textilwaren.
Walter Münger, in Bern, Vertrieb von Textilwaren speziell Bonneterie und Lingen (SHAB. Nr. 245 vom 19. Oktober 1934, Seite 2890). Die Firma wird infolge Geschäftsaufgabe gelöscht.

Bureau Thun

22. November 1946. Bäckerei, Spezereien.
Wwe. Verena Finger, in Allmendingen, Gemeinde Thun, Bäckerei und Spezereihandlung (SHAB. Nr. 139 vom 16. Juni 1944, Seite 1354). Die Firma wird infolge Aufgabe des Geschäftes gelöscht.

22. November 1946. Bäckerei, Spezereien.
R. Finger, in Allmendingen, Gemeinde Thun. Inhaber der Firma ist Rudolf Finger, von Erlz, in Allmendingen, Gemeinde Thun. Betrieb einer Bäckerei; Handel mit Spezereien. Amsoldingenstrasse.

23. November 1946. Kolonialwaren, Samen.
H. & F. Berger, in Thun, Kolonialwaren, Samen, Kollektivgesellschaft (SHAB. Nr. 232 vom 4. Oktober 1945, Seite 2408). Die Gesellschaft ist seit dem 1. Oktober 1946 aufgelöst. Aktiven und Passiven sind auf diesen Tag vom Gesellschafter Hermann Berger als Inhaber der nachstehend eingetragenen Einzelfirma «H. Berger-Schaeffer», in Thun, übernommen worden.

23. November 1946. Kolonialwaren, Samen.
H. Berger-Schaeffer, in Thun. Inhaber der Firma ist Hermann Berger-Schaeffer, von Fahrni, in Thun. Die Firma hat Aktiven und Passiven der vorstehend gelöschten Kollektivgesellschaft «H. & F. Berger», in Thun, per 1. Oktober 1946 übernommen. Der Firmainhaber erteilt Einzelprokura an seine Ehefrau Elisabeth Berger, geborene Schaeffer, von Fahrni, in Thun. Handel mit Kolonialwaren, Samen. Plätzli 81.

Bureau Trachselwald

23. November 1946. Nährmittel, Geschirrwaren usw.
Friedrich Zulliger, in Huttwil. Inhaber dieser Einzelfirma ist Friedrich Zulliger, von Madiswil, in Huttwil, mit seiner Ehefrau Marie Zulliger, verwitwete Beck, geborene Loosli, unter dem Güterstand der Gütertrennung stehend. Handel mit und Vertretungen von Nährmitteln, chemisch-technischen Produkten, Geschirrwaren und Waren anderer Art. Schultheissenstrasse.

Bureau Wimmis (Bezirk Niedersimmental)

23. November 1946. Pension.
Oskar Häberli, in Einigen, Gemeinde Spiez (SHAB. Nr. 19 vom 25. Januar 1937, Seite 182). Betrieb der Pension und Wirtschaft «Pension Einigen», Handel mit Zigarren en gros. Die Firma hat den Handel mit Zigarren en gros aufgegeben. Es wird bloss noch die «Pension Einigen» betrieben.

Luzern — Lucerne — Lucerna

22. November 1946.
Baugenossenschaft Kuonimatt Kriens, in Kriens (SHAB. Nr. 123 vom 28. Mai 1946, Seite 1618). Hans Hönger ist als Präsident zurückgetreten und seine Unterschrift erloschen. Er verbleibt als Vizepräsident im Vorstand. Als Präsident wurde in den Vorstand gewählt Eduard Elmiger, von Kriens und Dagmersellen, in Kriens. Unterschrift führen Präsident und Kassier kollektiv. Die Unterschrift von Otto Wieland jun., ist daher erloschen. Er wurde als Aktuar bezeichnet (bisher Beisitzer).

22. November 1946. Schreinerei usw.
Hans Willi, in Luzern. Inhaber der Firma ist Hans Willi, von und in Luzern. Möbelschreinerei, Innenausbau. Tribschenstrasse 51 (Gewerbegebäude).

22. November 1946. Torf.
Elholzer & Cie., in Geiss, Gemeinde Menznau, Torfausbeutung (SHAB. Nr. 139 vom 18. Juni 1943, Seite 1379). Diese Kommanditgesellschaft hat sich infolge Geschäftsaufgabe aufgelöst; die Firma ist nach durchgeführter Liquidation erloschen.

22. November 1946. Textilien.
Adolf Kahan, in Luzern, Handel mit Textilien (SHAB. Nr. 250 vom 25. Oktober 1946, Seite 3119). Das über diese Firma eröffnete Konkursverfahren wurde mit Verfügung vom 28. Oktober 1946 mangels Aktiven eingestellt. Die Firma wird infolge Geschäftsaufgabe von Amtes wegen gelöscht.

Schwyz — Schwytz — Svitto

22. November 1946. Baumwollzwirnerei.
Robert Ruoss, in Schübelbach. Inhaber der Firma ist Robert Ruoss, von und in Schübelbach. Baumwollzwirnerei.

22. November 1946.
August Ruoss-Jauch, Zwirnerei, in Tuggen. Inhaber der Firma ist August Ruoss-Jauch, von Schübelbach, in Altdorf (Uri). Hugo Ruoss-Epp, von Schübelbach, in Tuggen, führt Einzelprokura. Fabrikation von Zwirnen, Handel mit Textilien, Rohmaterialien, Halb- und Ganzfabrikaten.

Glarus — Glaris — Glarona

22. November 1946. Auswertung künstlerischen Schaffens.
Cattenau A.G., in Glarus, Auswertung künstlerischen Schaffens jeder Art, insbesondere auf dem Gebiete von Bühnen und Filmen (SHAB. Nr. 48 vom 26. Februar 1944, Seite 475). Laut öffentlicher Urkunde über die ausserordentliche Generalversammlung vom 11. November 1946 hat die Gesellschaft ihre Auflösung beschlossen. Nachdem die Liquidation beendet ist, wird die Firma gelöscht.

22. November 1946.
Kleinapparatebau Joss & Meier, Mollis, in Mollis, Fabrikation von Kleinapparaten maschinentechnischer Natur, Herstellung von elektrotechnischen Bestandteilen (SHAB. Nr. 20 vom 25. Januar 1946, Seite 267). Die Kollektivgesellschaft hat sich am 18. November 1946 in eine Kommanditgesellschaft umgewandelt. Walter Joss, von Worb (Bern), in Mollis, ist einziger unbeschränkt haftender Gesellschafter. Kommanditär ist Ernst Meier, von Bülach (Zürich), in Näfels, mit Fr. 40 000, welche laut Bilanz vom 31. August 1946 vom bisherigen Geschäftsvermögen des Ernst Meier einbezahlt sind. Die Firma wird abgeändert in **W. Joss & Cie., Kleinapparatebau.**

23. November 1946. Uhren, Bestecke usw.
Wilh. Frey, in Glarus. Inhaber dieser Firma ist Wilhelm Frey, von Brugg (Aargau), in Glarus. Einzelprokura ist erteilt an Elsie Frey-Adank, von Brugg, in Glarus. Handel mit Uhren, Bijouterie, Bestecken; Chronometrie. Hauptstrasse.

Zug — Zoug — Zugo

16. November 1946.
Restaurant Aklin, in Zug. Inhaber dieser Firma ist Ernst Aklin, von und in Zug. Betrieb des Restaurants Aklin, beim Zytturm. Domizil: beim Zytturm.

Solothurn — Soleure— Soletta

Bureau Lebern

23. November 1946. Bauunternehmung.
Joh. Visini, in Rüttenen. Inhaber der Einzelfirma ist Johann Visini, von und in Rüttenen. Bauunternehmung. Gebäude Nr. 211.

23. November 1946. Restaurant.
Frau Wyler-Zürcher, in Oberdorf, Betrieb des Restaurants «Zum Bellevue» (SHAB. Nr. 243 vom 16. Oktober 1944, Seite 2295). Die Firma wird infolge Aufgabe des Geschäftes gelöscht.

Appenzell A.-Rh. — Appenzell Rh. ext. — Appenzello est.

22. November 1946.
Konsumverein Bühler und Umgebung, in Bühler, Genossenschaft (SHAB. Nr. 200 vom 28. August 1939, Seite 1786). Gemäss Generalversammlungsbeschluss vom 1. Juni 1946 wurden die Statuten abgeändert und den Bestimmungen des revidierten Obligationenrechts angepasst. Als Zweck wird nun angegeben: Einkauf guter und preiswerter Lebensmittel sowie anderer Bedarfsartikel und deren Abgabe an die Mitglieder gegen Barzahlung. Die Bekanntmachungen erfolgen im «Genossenschaftlichen Volksblatt» und, soweit es das Gesetz vorschreibt, im Schweizerischen Handelsamtsblatt.

Appenzell I.-Rh. — Appenzell Rh. int. — Appenzello int.

21. November 1946.
Genossenschafts-Buchdruckerei, in Appenzell (SHAB. Nr. 151 vom 1. Juli 1939, Seite 1372). Der Präsident des Vorstandes, Dr. cam. Carl Rusch ist ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Es wurde neu gewählt Albin Breitenmoser, von und in Appenzell, als Präsident. Der neue Präsident führt kollektiv mit dem Aktuar oder dem Kassier die Unterschrift.

St. Gallen — St-Gall — San Gallo

22. November 1946.
Surber, Maschinenfabrik, in Rorschach (SHAB. Nr. 108 vom 12. Mai 1937, Seite 1105). Diese Firma ist infolge Gründung einer Aktiengesellschaft erloschen. Aktiven und Passiven, ausgenommen die Liegenschaft, die Maschinen und das Mobiliar gehen über an die «Maschinenfabrik Surber A.G.», in Rorschach.

22. November 1946.
Maschinenfabrik Surber A.G., in Rorschach. Gemäss öffentlicher Urkunde und Statuten vom 9. November 1946 besteht unter dieser Firma eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt die Uebernahme und den Weiterbetrieb der bisher unter der Firma «Surber, Maschinenfabrik», in Rorschach, betriebenen Spezialwerkstätte für Maschinen- und Apparatebau. Das voll liberierte Grundkapital beträgt Fr. 100 000, eingeteilt in 100 auf den Namen lautende Aktien zu Fr. 1000, welche mit Fr. 38 000 durch Sacheinlage und Fr. 62 000 durch Bareinzahlung liberiert sind. Die Gesellschaft übernimmt gemäss Uebernahmevertrag vom 2. November 1946 von der bisherigen Einzelfirma «Surber, Maschinenfabrik» mit sofortigem Verfügungsrecht das Fabrikationsgeschäft mit Aktiven und Passiven, ausgenommen die Liegenschaft, die Maschinen und das Mobiliar. Gemäss Uebernahmebilanz vom 31. Juli 1946, wonach die Aktiven (Warenvorräte, Debitoren usw.) Fr. 119 097. 61 und die Passiven (Kreditoren, Darlehen usw.) Fr. 81 097. 61 betragen, ergibt sich ein Aktivüberschuss von Fr. 38 000. Für den Uebernahmepreis von Fr. 38 000 erhält der Sacheinleger 38 voll liberierte Namenaktien zu Fr. 1000. 62 Aktien sind durch Bareinzahlung voll liberiert. Die Einberufung der Generalversammlung erfolgt durch eingeschriebenen Brief, Mitteilungen an die Aktionäre durch einfachen oder, soweit das Gesetz es vorschreibt, durch eingeschriebenen Brief, Bekanntmachungen im Schweizerischen Handelsamtsblatt. Der Verwaltungsrat besteht aus 1 bis 6 Mitgliedern. Ihm gehören an: Gustav Strebel, von Lindau, Gemeinde Kemptthal, in Zürich, Präsident; Albert Surber senior, von Zürich, in Rorschach; Albert Surber junior, von und in Zürich; Louis Berner, von Rupperswil, in Zürich. Sämtliche Verwaltungsratsmitglieder führen Einzelunterschrift. Geschäftslokal: Industriestrasse 41.

Graubünden — Grisons — Grigioni

22. November 1946. Kolonialwaren usw.
E. Augsburger-Conrad, vorm. Urban Lang, in Chur, Kolonialwaren, Delikatessen, Weine usw. (SHAB. Nr. 212 vom 11. September 1946, Seite 2672). Diese Firma ist infolge Verkaufes des Geschäftes erloschen. Aktiven und Passiven gehen über an die Firma «Werner Spescha, vormals Urban Lang», in Chur.

22. November 1946. Kolonialwaren usw.
Werner Spescha, vormals Urban Lang, in Chur. Inhaber dieser Firma ist Werner Spescha, von Panix, in Chur. Diese Firma übernimmt Aktiven und Passiven der erloschenen Firma «E. Augsburger-Conrad, vorm. Urban Lang», in Chur. Handel mit Kolonialwaren, Delikatessen, Weinen, Likören und Spirituosen, sowie Vertretungen und Depots. Untere Gasse 11.

23. November 1946. Hotel usw.
Th. Fasciati, in St. Moritz, Betrieb der Hotel-Pension «Meierei» (SHAB. Nr. 99 vom 29. April 1938, Seite 961). Diese Firma ist infolge Aufgabe des Geschäftes erloschen.

23. November 1946. Hotel, Restaurant.
Th. Fasciati, in Silvaplana. Inhaber dieser Firma ist Theodor Fasciati, von Silvaplana, Bivio und Soglio, in Silvaplana. Betrieb des Privat-Hotels «Silvaplana» mit Restaurant.

Aargau — Argovie — Argovia

22. November 1946.
Fabrik Elektrischer Apparate Sprecher & Schuh A.G. in Aarau, in Aarau (SHAB. Nr. 204 vom 1. September 1945, Seite 2100). Etienne Scherb, von und in Aarau, ist zum Vizedirektor ernannt worden. Er führt Kollektivunterschrift mit einem der übrigen Zeichnungsberechtigten. Seine Unterschrift als Prokurist ist erloschen.

22. November 1946. Chemische Produkte, technische Gebrauchsartikel.
Paul Kaufmann, in Bellikon. Inhaber dieser Firma ist Paul Kaufmann, von und in Bellikon. Handel mit chemischen Produkten, Herstellung und Vertrieb technischer Gebrauchsartikel (Bureau- und Labor-Geräte).

22. November 1946.
Baugenossenschaft Mühlematt, in Zofingen (SHAB. Nr. 26 vom 1. Februar 1946, Seite 347). In der Generalversammlung vom 8. Oktober 1946 wurde die Auflösung beschlossen. Die Liquidation der Genossenschaft ist durchgeführt. Die Firma wird im Handelsregister gelöscht.

22. November 1946.
Landwirtschaftliche Konsumgenossenschaft Teufenthal, in Teufenthal (SHAB. Nr. 9 vom 14. Januar 1942, Seite 104), Jakob Säuberli, Präsident, ist aus dem Vorstand ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. An dessen Stelle wurde als Präsident gewählt: Paul Berner-Fritschi, von Unterkulm, in Teufenthal (bisheriges Vorstandsmitglied). Zeichnungsberechtigt ist der Präsident oder der Vizepräsident kollektiv mit dem Aktuar; der Verwalter führt Einzelunterschrift.

22. November 1946.
Allg. Konsumverein Möriken, in Möriken-Wildegg, Genossenschaft (SHAB. Nr. 30 vom 7. Februar 1942, Seite 293). Die Unterschrift des Verwalters Samuel Bryner ist erloschen. Neu ist als Verwalter gewählt worden Alfred Good, von Mels (St. Gallen), in Möriken. Er führt Kollektivunterschrift und zeichnet mit je einem der übrigen Unterschriftsberechtigten.

Tessin — Tessin — Ticino

Ufficio di Lugano

22 novembre 1946. Vini.
Lurati Giovanni, in Pambio Noranco, vini (FUSC. del 4 gingno 1934, N° 127, pagina 1499). La ditta viene cancellata per decesso del titolare.

22 novembre 1946. Vini.
Lurati Caterina ved. Giovanni, in Pambio Noranco, commercio di vini all'ingrosso ed al minuto (FUSC. del 3 marzo 1945, N° 52, pagina 520). La ditta viene cancellata per cessione di azienda.

22 novembre 1946. Vini.
Olgiati Edoardo figlio, succ. a Lurati Giovanni, in Pambio Noranco. Titolare della ditta è Edoardo Olgiati, di Edoardo, da Lugano, domiciliato a Pambio Noranco. Commercio di vini all'ingrosso.

Distretto di Mendrisio

22 novembre 1946. Spedizioni, ecc.
Frank S.A., Filiale di Chiasso, in Chiasso. Sotto questa denominazione la società anonima «Frank S.A.», con sede a Basilea, inscritta presso quell'ufficio del registro di commercio in data 15 gennaio 1946 (ultima pubblicazione FUSC. del 4 febbraio 1946, N° 28, pagina 372), ha istituito una filiale a Chiasso. Scopo della società è l'esercizio di trasporti di ogni genere, navigazione e noleggio e in generale di tutti gli affari di spedizione e di magazzinaggio come anche la partecipazione a simili imprese. La filiale è vincolata di fronte ai terzi dalla firma individuale dell'amministratore Friedrich Frank-Schneider, da ed in Basilea, e del direttore della filiale Zeffirino Milani, cittadino italiano, in Chiasso. Recapito: via San Gottardo 4.

Waadt — Vaud — Vaud

Bureau de Lausanne

21 novembre 1946.
Chaussures Henri S.A., à Lausanne. Suivant acte authentique et statuts du 19 novembre 1946, il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour but le commerce de chaussures de luxe et articles accessoires. Elle peut assumer des participations dans d'autres entreprises, acquérir ou créer des entreprises semblables ou similaires. Le capital est de 50 000 fr., divisé en 50 actions au porteur de 1000 fr., entièrement libérées par 48 000 fr. en apports et 2000 fr. en espèces. Henri Carmona, à Genève, et Jean Borgeaud, à Lausanne, font apport à la société de l'actif et du passif de la société simple existant entre eux pour l'exploitation d'un commerce de chaussures de luxe à Lausanne Bel-Air-Métropole 7. Cet apport a lieu sur la base du bilan au 30 septembre 1946, accusant un actif de 65 912 fr. 05 et un passif de 17 912 fr. 05, soit un actif net de 48 000 fr. accepté pour ce prix en paiement duquel 48 actions au porteur de 1000 fr., entièrement libérées, sont remises à Henri Carmona et Jean Borgeaud à raison de 24 actions chacun. Cet apport comprend tous les droits et obligations. Les publications sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. L'assemblée générale est convoquée par publication dans l'organe de la société ou, si toutes les adresses des actionnaires sont connues, par lettres recommandées adressées à ces derniers. Le conseil se compose de 1 à 3 membres. Jean Borgeaud, de Pully, à Lausanne, est nommé seul administrateur avec signature individuelle. Procuration individuelle est conférée à Henri Carmona, de Turquie, à Genève. Bureau de la société: Bel-Air-Métropole 7 (dans ses locaux).

21 novembre 1946.
Société immobilière «Langallerie-Caroline», à Lausanne, société anonyme (FOSC. du 2 octobre 1934). Suivant procès-verbal authentique de l'assemblée générale du 20 novembre 1946, la société a décidé: 1° de convertir les 60 actions nominatives de 500 fr., composant le capital social, entièrement libéré en 30 actions au porteur de 1000 fr., entièrement libérées; 2° de porter le capital social de 30 000 fr. à 50 000 fr. par l'émission de 20 nouvelles actions de 1000 fr. au porteur, entièrement libérées en compensation partielle de créance; 3° de modifier les statuts et de les adapter aux dispositions actuelles du Code des obligations. Le capital social, entièrement libéré, est de 50 000 fr., divisé en 50 actions au porteur de 1000 fr. Les publications sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. Les convocations aux actionnaires se font par avis inséré dans l'organe de publications.

22 novembre 1946.
Société Immobilière «Vert Vennes» S.A., à Lausanne (FOSC. du 6 mars 1946, page 705). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale du 18 novembre 1946, la société a décidé: 1° la transformation des 18 actions nominatives de 500 fr., composant le capital social, entièrement libéré, en 9 actions nominatives de 1000 fr. chacune, entièrement libérées, chaque actionnaire recevant une action nouvelle en échange de deux anciennes; 2° de porter le capital social de 9000 fr. à 50 000 fr. par l'émission de 41 nouvelles actions de 1000 fr. chacune, nominatives et entièrement libérées; 3° de modifier les statuts en conséquence et de les adapter aux dispositions revisées du Code des obligations. Le capital social est de 50 000 fr., divisé en 50 actions nominatives de 1000 fr., entièrement libérées. L'assemblée générale est convoquée par lettres recommandées. Les publications sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce.

22 novembre 1946. Denrées alimentaires, etc.
Lenzi & Cie, à Lausanne, commerce et importation en Suisse de denrées alimentaires ou autres provenant de tous pays et en particulier de la Grèce, société en nom collectif (FOSC. du 2 mars 1946, page 666). La société est dissoute. La liquidation étant terminée, la raison est radiée.

22 novembre 1946. Frigorifiques.
Maurice Weber, à Lausanne. Le chef de la maison est Maurice Weber, allié Bourgeois, de Vevey (Vaud), à Lausanne. Concessionnaire de « Applications Electriques S.A. », à Genève, pour la vente de frigorifiques marque « Frigidaire », produit de la « Général Motors ». Avenue du Léman 15.

22 novembre 1946.
Entreprise Moderne de plâtrerie et peinture S.A., à Lausanne (FOSC. du 14 avril 1943). L'administrateur Jean Albertinetti est démissionnaire; sa signature est radiée. Il n'est pas remplacé.

22 novembre 1946. Comptabilités, etc..
Fidurex S.A., à Lausanne, exécution de tous travaux d'ordre comptable, fiscal ou fiduciaire, etc., société anonyme (FOSC. du 12 juillet 1946, page 2108). Les pouvoirs du fondé de procuration Emile Graf sont éteints et sa signature est radiée.

22 novembre 1946. Estampage d'articles électriques, etc.
Gloor et fils, à Renens, estampage et emboutissage d'articles électriques, société en nom collectif (FOSC. du 31 décembre 1937). La société est dissoute. La liquidation étant terminée, la raison est radiée.

22 novembre 1946. Machines, outils, etc.
AMCO S.A., à Lausanne, achat et vente de toutes machines, outils et articles manufacturés, etc. (FOSC. du 15 octobre 1946, page 3009). L'administrateur Claude Sandoz, président, est démissionnaire; sa signature est radiée. Arthur Mosimann (inscrit) est nommé président avec signature collective.

22 novembre 1946. Café.
R. Chervet, à Lausanne, exploitation d'un café à l'enseigne: « Café du Nord » (FOSC. du 13 décembre 1938). La raison est radiée par suite de remise de commerce.

22 novembre 1946. Café-restaurant.
R. Magnenat, à Lausanne. Le chef de la maison est René Magnenat, allié Chevalley, de Vaulion, à Lausanne. Exploitation d'un café-restaurant à l'enseigne: « Taverne Fribourgeoise ». Avenue de Morges 30.

23 novembre 1946. Immeubles.
Clos Bergère S.A., à Lausanne, affaires immobilières (FOSC. du 25 mars 1946, page 921). Suivant procès-verbal authentique du 22 octobre 1946, la société a voté sa dissolution. L'actif et le passif sont repris par Hermann Blumenthal, à Lausanne. La liquidation étant terminée, la raison est radiée.

23 novembre 1946.
Les raisons suivantes sont radiées d'office pour cause de départ du titulaire (article 68, alinéa 1, ORC.):
Epicerie, etc.
Maurice de Torrenté, à Lausanne, épicerie, droguerie, vins, tabacs et cigares à l'enseigne: «Comptoir alimentaire des Alpes» (FOSC. du 22 novembre 1946, page 3418).
Vins.
M. de Torrenté, à Lausanne, vins en gros (FOSC. du 22 novembre 1946, page 3418).

23 novembre 1946. Epicerie, etc.
G. Debétaz, à Lausanne, épicerie, primeurs, vins (FOSC. du 20 juillet 1945, page 1731). La raison est radiée par suite de remise de commerce.

Bureau de Moudon

26 octobre 1946.
Société de tir Les Armes réunies de Lucens, à Lucens, association (FOSC. des 6 septembre 1911, page 1492, et 28 mai 1934, page 1422). Dans son assemblée générale du 19 octobre 1946, l'association a décidé de renoncer à son inscription au registre du commerce. Cette raison est en conséquence radiée. L'association continue d'exister conformément à l'art. 60 du Code civil.

Bureau d'Orbe

23 novembre 1946. Pièces ou objets en matières moulées, etc.
Société Suisse Clématéite, à Vallorbe, société anonyme (FOSC. du 14 décembre 1945, N° 293, page 3119). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale extraordinaire du 24 octobre 1946, cette société a porté son capital social de 150 000 fr. à 600 000 fr. par l'émission de 2250 actions de 200 fr., au porteur. Les porteurs d'actions privilégiées (quant au dividende et à la répartition du solde de liquidation) ont, selon procès-verbal authentique du dit jour, renoncé à leurs privilèges. Le capital social est actuellement de 600 000 fr., divisé en 3000 actions de 200 fr. chacune, au porteur, entièrement libérées en espèces. Les statuts ont été modifiés en conséquence. Une autre modification statutaire intéressant les tiers est la suivante: le conseil d'administration est actuellement composé de 3 à 9 membres.

Bureau d'Yverdon

21 novembre 1946.
Société coopérative d'habitation, Yverdon, à Yverdon. Sous cette raison sociale, il a été constitué une société coopérative qui a pour but: a) l'amélioration des conditions de logement de l'ensemble de la population; b) l'achat ou la location de terrains sur l'emplacement desquels elle fait construire des maisons d'habitation répondant aux exigences modernes de l'hygiène et de l'économie domestique; c) l'achat d'immeubles insalubres ou non et leur reconstruction dans les meilleurs conditions, ceci à titre exceptionnel cependant. Les statuts portent la date du 8 novembre 1946. Le capital social est divisé en parts sociales de 100 fr. Les associés sont exonérés de toute responsabilité personnelle quant aux engagements pris par la société lesquels sont uniquement garantis par la fortune sociale. Les publications sont faites dans le Journal d'Yverdon et, lorsque la loi le prescrit, dans la Feuille officielle suisse du commerce. La société est administrée par un conseil d'administration de 3 à 9 membres. Georges Steiner, de Belmont sur Lausanne, est président; Henri Cornaz, fils, de Faoug, secrétaire; Maurice Giroud, de Grandevent, caissier; les trois à Yverdon. La société est engagée par le président signant collectivement avec le secrétaire ou le caissier. Bureaux de la société: rue d'Orbe 29.

23 novembre 1946.
Société immobilière de la rue du Chasseron S.A., à Yverdon (FOSC. du 17 août 1948, page 1856). Le bureau d'affaires est transféré à Lausanne chez Férid Nafilian, Métropole 7. Le siège légal demeure à Yverdon, chez le notaire Decker, rue de la Plaine 38.

Wallis — Valais — Vallese

Bureau de Sion

22 novembre 1946. Epicerie, mercerie.
Genoud Albert, à Sierre. Le titulaire de cette raison est Albert Genoud, d'Ayer, à Sierre, exploitation d'une épicerie-mercerie. Rue des Ecoles, Borzuat.

22 novembre 1946. Pension.
Binzegger Victor, à Sierre. Le titulaire de cette raison est Victor Binzegger, de Baar (Zoug), à Sierre. Exploitation de la Pension « Flora ». Chemin des Fleurs.

23 novembre 1946. Hôtel.
Mlle Zermatten Esther, aux Haudères, commune d'Évolène. La titulaire de cette maison est Esther Zermatten, d'Évolène, aux Haudères, commune d'Évolène. Exploitation de l'Hôtel des Veisivis.

Neuenburg — Neuchâtel — Neuchâtel

Bureau de La Chaux-de-Fonds

19 novembre 1946.
Imprimerie Courvoisier, Journal L'Impartial S. A., à La Chaux-de-Fonds (FOSC. du 7 janvier 1946, N° 4). Willy Gessler, de Bâle, à La Chaux-de-Fonds, a été nommé directeur avec signature individuelle; Albert von Kænel, d'Aeschi (Berne); Robert Humm, de Strengelbach (Argovie); René Duvosin, d'Orges (Vaud), les trois à La Chaux-de-Fonds, ont été désignés comme fondés de procuration avec signature collective à deux.

Bureau du Locle

21 novembre 1946. Gravure, cadrans, etc.
Roulet S.A., au Locle, ateliers de gravure et décoration, fabrication de cabinets et cadrans de pendulettes, d'articles de réclame en tous genres (FOSC. du 7 avril 1945, N° 80, page 793). Suivant constat authentique de son assemblée générale du 21 novembre 1946, la société a porté son capital social de 50 000 fr. à 100 000 fr. par l'émission de 50 actions de 1000 fr. nominatives. Les statuts ont été modifiés en conséquence. Le capital social est actuellement de 100 000 fr., divisé en 100 actions de 500 fr. chacune, et 50 actions de 1000 fr. chacune, nominatives, entièrement libérées.

Bureau de Môtiers (district de Val-de-Travers)

20 novembre 1946. Confections, draperies.
U. Grisel et fils S.A., à Fleurier (FOSC. du 10 octobre 1946, N° 237, page 2966). Suivant procès-verbal authentique du 16 novembre 1946, la société a revisé ses statuts pour les mettre en concordance avec la législation nouvelle. Les publications ont lieu dans la Feuille officielle suisse du commerce. Les autres modifications ne concernent pas les tiers. Le capital social est entièrement libéré.

21 novembre 1946. Boucherie, etc.
Hermann Pellaton, à Fleurier, boucherie-charcuterie (FOSC. du 31 octobre 1944, N° 256, page 2412). La raison est radiée par suite de cessation de commerce.

Bureau de Neuchâtel

20 novembre 1946.
Société Immobilière « Les Iris » S.A., à Hauterive (FOSC. du 29 avril 1929, N° 98, page 880). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale extraordinaire du 25 septembre 1946, la société a décidé sa dissolution. La liquidation est terminée, mais la radiation de la société ne peut être opérée en raison de l'opposition de l'administration fédérale des contributions, section de l'impôt sur les bénéfices de guerre.

20 novembre 1946. Immeubles.
Prébarreau-Est S.A., à Neuchâtel, acquisition, exploitation et vente d'immeubles, etc. (FOSC. du 3 juillet 1946, N° 152, page 2004). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale extraordinaire du 2 août 1946, la société a décidé sa dissolution. La liquidation est terminée, mais la radiation de la société ne peut être opérée en raison de l'opposition de l'administration fédérale des contributions, section de l'impôt sur les bénéfices de guerre et de l'administration cantonale du sacrifice et de l'impôt fédéral pour la défense nationale.

20 novembre 1946. Immeubles.
La Capucine S.A. « A », à Neuchâtel (FOSC. du 27 septembre 1944, N° 227, page 2148). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale extraordinaire du 24 septembre 1946, la société a décidé sa dissolution. La liquidation est terminée, mais la radiation de la société ne peut être opérée en raison de l'opposition de l'Administration fédérale des contributions, section de l'impôt sur les bénéfices de guerre.

21 novembre 1946. Constructions mécaniques.
Walter Bourquin, au Landeron, commune de Landeron-Combes, atelier de constructions mécaniques (FOSC. du 1er novembre 1946, N° 256, page 3193). La raison est radiée par suite de l'apport de l'actif et du passif de la maison, selon bilan du 29 août 1946, à la société anonyme « Atelier de constructions mécaniques W. Bourquin S.A. », à Bienne.

Genf — Genève — Ginevra

21 novembre 1946. Chaussons de ballets, etc.
R. David, à Genève. Le chef de la maison est Roger David, de Fribourg, à Genève. Importation, représentation et commerce de chaussons de ballets, costumes et tous articles pour le théâtre. Rue de la Tour-Maîtresse 12.

21 novembre 1946. Epicerie-primeurs, etc.
William Reguin, à Genève, épicerie-primeurs et produits laitiers (FOSC. du 19 août 1940, page 1510). La raison est radiée par suite de remise de commerce.

21 novembre 1946. Textiles.
Ch. Baudit, à Genève. Le chef de la maison est Charles-Félix Baudit, de et à Genève. Commerce et représentation de textiles. Rue Malatrex 12.

21 novembre 1946. Hôtel-restaurant.
Ruth Richoz-Cugnet, à Versoix. Le chef de la maison est Ruth-Mina Richoz, née Cugnet, de Vauderens (Fribourg), à Versoix, épouse séparée de biens et dûment autorisée de Jules-André Richoz. Exploitation d'un hôtel-restaurant, à l'enseigne: « Hôtel Beau-Rivage ». Versoix-Bourg.

21 novembre 1946. Petits meubles, etc.
Ch. Hopf, à Genève. Le chef de la maison est Charles Hopf, de Horgen (Zurich), à Genève. Commerce de petits meubles, coffres, bibliothèques, cartothèques et de fournitures pour bureaux d'affaires ou bureaux techniques. Rue de Bourgogne 14.

Eidgenössisches Amt für geistiges Eigentum
Bureau fédéral de la propriété intellectuelle — Ufficio federale della proprietà intellettuale

Marken — Marques — Marche

Eintragungen — Enregistrements — Iscrizioni

Nr. 117989. Hinterlegungsdatum: 9. Juli 1946, 11 Uhr.
Walo Bertschinger, Nüschelerstrasse 45, **Zürich 1** (Schweiz).
Handelsmarke.

Panzerbeton-Boden für die Industrie, Lagerhäuser, Garagen usw.

DURATEX

N° 117990. Date de dépôt: 7 août 1946, 12 h.
Steffen, rue St-François 16, **Lausanne** (Suisse). — Marque de commerce.

Tous produits de charcuterie salés, fumés ou séchés.

La marque est exécutée en: rouge sur fond or, les chevrons en jaune.

Nr. 117991. Hinterlegungsdatum: 23. September 1946, 19 Uhr.
Frau Anna Rosenberger, Zelghalde 10, **Zürich** (Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Maschinen und Apparate zum Wichsen von Böden, sowie Bodenwichsmittel, insbesondere Bodenwichse.

Perbo

Nr. 117992. Hinterlegungsdatum: 9. Oktober 1946, 19 Uhr.
CIBA Aktiengesellschaft (CIBA Société Anonyme) (CIBA Limited), Basel (Schweiz). — Fabrik- und Handelsmarke.

Arzneimittel, chemische Produkte für medizinische und hygienische Zwecke, pharmazeutische Drogen und Präparate, Pflaster, Verbandstoffe, Tier- und Pflanzenvertilgungsmittel, Desinfektionsmittel, Konservierungsmittel für Lebensmittel, Parfümerien, kosmetische Mittel, ätherische Oele, Seifen.

ANTASTEN

Nr. 117993. Hinterlegungsdatum: 9. Oktober 1946, 19 Uhr.
CIBA Aktiengesellschaft (CIBA Société Anonyme) (CIBA Limited), Basel (Schweiz). — Fabrik- und Handelsmarke.

Arzneimittel, chemische Produkte für medizinische und hygienische Zwecke, pharmazeutische Drogen und Präparate, Pflaster, Verbandstoffe, Tier- und Pflanzenvertilgungsmittel, Desinfektionsmittel, Konservierungsmittel für Lebensmittel, Parfümerien, kosmetische Mittel, ätherische Oele, Seifen.

ANTASTIN

Nr. 117994. Hinterlegungsdatum: 9. Oktober 1946, 19 Uhr.
CIBA Aktiengesellschaft (CIBA Société Anonyme) (CIBA Limited), Basel (Schweiz). — Fabrik- und Handelsmarke.

Arzneimittel, chemische Produkte für medizinische und hygienische Zwecke, pharmazeutische Drogen und Präparate, Pflaster, Verbandstoffe, Tier- und Pflanzenvertilgungsmittel, Desinfektionsmittel, Konservierungsmittel für Lebensmittel, Parfümerien, kosmetische Mittel, ätherische Oele, Seifen.

ANTASTOL

N° 117995. Date de dépôt: 17 octobre 1946, 18 h.
Laboratoire Sapos, rue de la Navigation 11, **Genève** (Suisse).
Marque de fabrique et de commerce.

Produits pharmaceutiques et cosmétiques contenant de la vitamine P. P.

DERMAVIPP

Nr. 117996. Hinterlegungsdatum: 18. Oktober 1946, 15 Uhr.
Eugen J. Seiler, Gablerstrasse 6, **Zürich 2** (Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Staubsauger für Industrie und Gewerbe.

Nr. 117997. Hinterlegungsdatum: 19. Oktober 1946, 8 Uhr.
v. Mühlenen & Co., Effingerstrasse 75, **Bern** (Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Käse.

SCHNEEMANN
SNOWMAN
BONHOMME DE NEIGE
UOMO DI NEVE
HOMBRE DE NIEVE

Nr. 117998. Hinterlegungsdatum: 3. November 1946, 21 Uhr.
W. A. Kaufmann, Spiegelhofstrasse 28, **Zürich 7** (Schweiz).
Handelsmarke.

Erzeugnisse österreichischer Provenienz, nämlich: Holzfaserplatten (Dämmplatten) jeder Art, Artikel aus Holzguss oder Holzzement jeder Art; Holzfaserstoffe aller Art oder daraus gefertigte Artikel, Sperrholzplatten mit oder ohne Verbindung von Holzfaserplatten, Gewebe aller Art aus Baumwolle, Wolle, Leinen, Hanf, Jute, Seide, Kunstseide und Kunstfaserstoffen aller Art; Papier und Papiergewebe jeder Art.

AUSTROTEX

N° 117999. Date de dépôt: 22 octobre 1946, 16 h.
J. Challande-Brodard, Nyon (Suisse). — Marque de commerce.

Graisses lubrifiantes.

CHABRO

N° 118000. Date de dépôt: 22 octobre 1946, 16 h.
J. Challande-Brodard, Nyon (Suisse). — Marque de commerce.

Huiles lubrifiantes et pour autos.

CHABROL

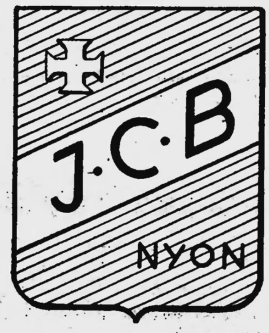
N° 118001. Date de dépôt: 22 octobre 1946, 16 h.
J. Challande-Brodard, Nyon (Suisse). — Marque de commerce.

Graisses vaselines, paraffines.

CHABROFIN

N° 118002. Date de dépôt: 22 octobre 1946, 16 h.
J. Challande-Brodard, Nyon (Suisse). — Marque de commerce.

Graisses lubrifiantes, huiles lubrifiantes et pour autos, graisses vaselines, paraffines.



N° 118003. Date de dépôt: 24 octobre 1946, 19 h.
Société d'agriculture et de viticulture du district de Boudry, à Boudry (Suisse). — Marque de fabrique et de commerce.

Fourrages pour le bétail et pour basses-cours, farines panifiables ou pour le bétail, produits divers pour l'agriculture et la viticulture.

Nr. 118004. Hinterlegungsdatum: 31. Oktober 1946, 19 Uhr.
Paul Manovill, Castagnola, (Tessin, Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Injektionslösung zur Lokalanästhesie.

PROSUPRIN

Nr. 118005. Hinterlegungsdatum: 4. November 1946, 15 Uhr.
Ernst Järmann & Co., Zollikerstrasse 23, **Zürich 8** (Schweiz).
Handelsmarke.

Sämtliche aus Papier hergestellte Waren, insbesondere Klosett-Papier.

Nr. 118006. Hinterlegungsdatum: 4. November 1946, 18 Uhr.
Schweizerische Schälmühle E. Zwicky AG., Hasli-Wigoltingen (Thurgau, Schweiz). — Fabrik- und Handelsmarke.

Pudding- und Crèmepulver.

PUDDIX

Nr. 118007. Hinterlegungsdatum: 5. November 1946, 15 Uhr.
Pharmed GmbH., Alpenstrasse 14, **Zug** (Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Allgemeines Reinigungsmittel.

Nr. 118008. Hinterlegungsdatum: 5. November 1946, 18 Uhr.
Wilhelm Seefeld, Oberer Zielweg 525, **Dornach** (Schweiz).
Handelsmarke.

Heilmittel.

Nr. 118009. Hinterlegungsdatum: 6. November 1946, 20 Uhr.
BIOkosma AG., Hauptstrasse 41, **Ebnat-Kappel** (St. Gallen, Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Kosmetische und pharmazeutische Produkte.

DUL-X

N° 118010. Date de dépôt: 5 novembre 1946, 18½ h.
Bristol-Myers Company, Fifth Avenue 630, **New-York** (E.-U. d'Amérique).
Marque de fabrique et de commerce.

Lotion pour les mains.

TRUSHAY

N° 118011. Date de dépôt: 5 novembre 1946, 18½ h.
The General Tire & Rubber Company, Englewood Avenue 1708, **Akron** (Ohio, E.-U. d'Amérique). — Marque de fabrique et de commerce.

Pièces de réparation pour enveloppes de bandages pneumatiques.

SADDLEPATCH

Nr. 118012. Hinterlegungsdatum: 6. November 1946, 18¾ Uhr.
Avery Adhesives, East Third Street 451—453, **Los Angeles 13** (Kalifornien, Ver. Staaten von Amerika). — Fabrik- und Handelsmarke.

Preisschilder, Etiketten und gummierte Papierstreifen.

Kum-Kleen

Nr. 118013. Hinterlegungsdatum: 7. November 1946, 16 Uhr.
Austin, Nichols & Co., Inc., Kent Avenue und North Third Street, **Brooklyn** (New York, Ver. Staaten von Amerika).
Fabrik- und Handelsmarke.

Wacholder-Branntwein (Gin).

SNOW WHITE

Nr. 118014. Hinterlegungsdatum: 8. November 1946, 17 Uhr.
Rudolf und Gottlieb Sidler, Schreinermeister, **Loo-Affoltern a./A.** (Zürich, Schweiz). — Fabrik- und Handelsmarke.

Möbel.

Nr. 118015. Hinterlegungsdatum: 8. November 1946, 9 Uhr.
Gort & Co., Nordstrasse 1, **Zürich 6** (Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Buchhaltungsanlagen.

GORT RECORD BUCHHALTUNG

N° 118016. Date de dépôt: 8 novembre 1946, 17 h.
Pierre-Jean Brasier, rue de Carouge 74, **Genève** (Suisse).
Marque de fabrique.

Châssis de couches et serres démontables.

Nr. 118017. Hinterlegungsdatum: 9. November 1946, 5 Uhr.
Stoffel & Co., Rosenbergstrasse 20—22, **St.Gallen** (Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Textilien im Stück und verarbeitet.

N° 118018. Date de dépôt: 8 novembre 1946, 18 h.
J. H. Berthet, chemin de la Gradelle 72, **Chêne-Bougeries** (Genève, Suisse). — Marque de fabrique et de commerce.

Poudres-anti-poussière et liquide pour parquet.

" PARQUETOL "

N° 118019. Date de dépôt: 8 novembre 1946, 18 h.
J. H. Berthet, chemin de la Gradelle 72, **Chêne-Bougeries** (Genève, Suisse). — Marque de fabrique et de commerce.

Pâte de savon vert pour l'industrie.

Nr. 118020. Hinterlegungsdatum: 9. November 1946, 17 Uhr.
Schweizerische Bindfadenfabrik (Fabrique Suisse de Ficelles) (Canapificio Svizzero) (Swiss Twine Manufacturing Co.), Flurlingen (Schaffhausen, Schweiz). — Fabrikmarke.

Alle Arten Garne, Zwirne, Bindfaden, Seilerwaren, Drahtseile, Gewebe und verwandte Artikel.

Nr. 118021. Hinterlegungsdatum: 11. November 1946, 20 Uhr.
Frau Dr. Alice Theler-Wiskemann, Benkenstrasse 14, **Binningen** (Basel-Land, Schweiz). — Handelsmarke.

Puppen.

TSCHUGGI-PUPPEN

Nr. 118022. Hinterlegungsdatum: 11. November 1946, 19 Uhr.
Schweizerische Gesellschaft für Tülllndustrie AG., Münchwilen (Thurgau, Schweiz). — Fabrikmarke.

Tüllgewebe.

Farbengebung: Buchstabe « M » und Biene weiss, übriger Fond **rot.**

Löschung — Radiation

Nr. 106396. — **« Cis » Chemische Industrie & Seifenfabrik Aktiengesellschaft Liestal,** in Liestal. — Gelöscht am 22. November 1946 auf Ansuchen der Hinterlegerin.

Andere, durch Gesetz oder Verordnung zur Veröffentlichung im SHAB. vorgeschriebene Anzeigen — Autres avis, dont la publication est prescrite dans la FOSC. par des lois ou ordonnances

Société immobilière du Plan Nord S. A., à Neuchâtel

Réduction du capital social et appel aux créanciers conformément à l'article 733 C.O.

Première publication

Dans son assemblée générale extraordinaire du 23 novembre 1946 la Société immobilière du Plan Nord S.A., à Neuchâtel, a décidé de réduire son capital social de 120 000 fr., divisé en 300 actions de 400 fr. chacune, nominative, en remboursant à chaque actionnaire 200 fr. sur chacune des actions.

Les créanciers de la société qui entendent être désintéressés ou garantis, sont invités à produire leurs créances à l'étude des notaires Charles Hotz et Charles-Antoine Hotz, rue St-Maurice 12, Neuchâtel, dans le délai de deux mois qui suivra la troisième insertion de la présente publication dans la Feuille officielle suisse du commerce. (AA. 300²)

Neuchâtel, le 25 novembre 1946. **Le conseil d'administration.**

Società anonima Medicinali in liquidazione, Lugano

Scioglimento di società e diffida ai creditori a senso degli art. 742 e 745 C.O.

Prima pubblicazione

Il sottoscritto, Rag. Virgilio Bertini, in Lugano, nuovo liquidatore della S.A. Medicinali in liq., Lugano, in sostituzione del precedente liquidatore signor Elio Andreoli, richiamato la pubblicazione apparsa sul Foglio ufficiale svizzero di commercio N° 273 del 21 novembre 1946 circa la sostituzione del liquidatore — invita chi avesse pretese o crediti verso la succitata ditta a volersi nuovamente notificare entro il 15 dicembre 1946. (AA. 302²)

Lugano, 25 novembre 1946. **Il liquidatore:** V. Bertini.

Arrêté

du Conseil d'Etat du canton de Fribourg, du 12 octobre 1946, donnant force obligatoire générale au contrat collectif du 17 avril 1946, réglant les conditions de travail des ouvriers jardiniers, dans le canton de Fribourg

Le Conseil d'Etat du canton de Fribourg, vu l'arrêté fédéral du 23 juin 1943 permettant de donner force obligatoire générale aux contrats collectifs de travail; le règlement d'exécution du 10 décembre 1943; l'arrêté du Conseil d'Etat du 24 mars 1942 portant application des prescriptions fédérales sur les contrats collectifs de travail; la requête présentée par: la Société des maîtres jardiniers du canton de Fribourg, à Fribourg, l'Association cantonale des ouvriers jardiniers, à Fribourg, l'Union fribourgeoise des ouvriers et employés, à Fribourg, et la Fédération suisse des ouvriers chrétiens des transports, du commerce et de l'alimentation, section des jardiniers, à Fribourg;

considérant:

1° Les associations précitées ont signé, le 17 avril 1946, un contrat collectif de travail et ont demandé que force obligatoire générale lui soit donnée.

2° La requête a été publiée dans la **Feuille officielle suisse du commerce**, du 5 août 1946, et dans la **Feuille officielle du canton de Fribourg**, du 27 juillet 1946.

3° Aucune opposition n'a été formulée dans le délai imparti.

4° La requête a été soumise, conformément à l'article 9 de l'arrêté fédéral, à des experts indépendants. L'avis de ces experts a été consigné aux procès-verbaux des séances qu'ils ont tenues les 7 et 27 septembre 1946.

5° Les observations des experts ont été communiquées aux associations patronales et ouvrières signataires du contrat, lesquelles sont convenues des modifications de peu d'importance à apporter au contrat (arrêté fédéral, art. 10, al. 3).

Les dispositions à rendre de force obligatoire générale satisfont aux exigences de l'article 2 de l'arrêté fédéral.

Sur la proposition de la Direction de l'intérieur, arrête:

Article premier. Force obligatoire générale est donnée pour le canton de Fribourg aux clauses suivantes du contrat collectif réglant les conditions de travail des ouvriers jardiniers, du 17 avril 1946:

Chapitre I. Champ d'application

Chiffre premier. Le présent contrat collectif régit les relations entre, d'une part, les personnes et sociétés occupant du personnel jardinier (ouvriers, aides ou manœuvres) à titre permanent ou temporaire, à des travaux effectués dans le canton de Fribourg, et, d'autre part, ce personnel jardinier.

Chapitre II. Conclusion et résiliation du contrat de travail

Chiffre 2. Temps d'essai. Les deux premières semaines de travail sont considérées comme temps d'essai. Durant cette période, chacune des deux parties peut résilier l'engagement en tout temps et sans avertissement préalable.

Chiffre 3. Délai de congé. 1° Après expiration du temps d'essai, la résiliation du contrat ne peut intervenir, de part et d'autre, que deux semaines à l'avance, pour la fin d'une semaine. Pour les ouvriers travaillant en communauté domestique, l'article 349 C.O. est applicable.

2° Le congé ne peut être donné que par écrit, un samedi ou un jour de paie.

L'employeur ne peut résilier le contrat pendant que l'ouvrier est malade ou en service militaire ou encore pendant qu'il est au bénéfice de l'assurance-accidents, pour incapacité totale ou partielle de travail. Réciproquement, et pour les mêmes motifs, l'ouvrier ne peut résilier le contrat.

Chapitre III. Durée du travail

Chapitre 4. Durée du travail hebdomadaire. 1° La durée normale du travail ne peut dépasser pour chaque ouvrier cinquante-cinq heures en moyenne par semaine. Le maximum des heures journalières est fixé à 9 heures et demie.

2° Le temps nécessaire pour se rendre au lieu de travail depuis le siège de l'entreprise est compris dans les heures de travail si l'ouvrier doit aller y chercher les outils et le matériel nécessaires.

La pause de midi tiendra compte des conditions locales et variera entre 60 et 90 minutes.

La durée du travail est de 9 heures par jour du 15 juin au 15 mars, avec, dans la règle, le samedi après-midi libre. Du 15 mars au 15 juin, 10 heures avec cessation du travail à 16 heures le samedi.

Chapitre IV. Travail du dimanche

Chiffre 5. Le travail du dimanche et des jours fériés est réglé par l'ordonnance du Département fédéral de l'économie publique concernant le repos hebdomadaire des travailleurs employés chez les jardiniers, du 3 août 1935.

Si des événements indépendants de la volonté de l'homme interviennent (grêle, cyclones, etc.), le repos perdu devra être compensé au plus tard dans les deux mois (Loi fédérale sur le repos hebdomadaire, du 26 septembre 1931, art. 9).

Chiffre 6. L'employeur doit, au début de chaque mois, faire connaître à ses ouvriers leurs jours de repos, leurs dimanches et jours fériés libres, afin qu'ils puissent prendre leurs dispositions à temps.

Chiffre 7. Le même ouvrier ne doit être de service de garde le dimanche qu'une fois par mois, si le nombre des ouvriers le permet.

L'employeur compensera les heures de garde dans la mesure où elles dépassent trois heures pour chaque ouvrier. La compensation sera accordée sous forme de journées libres fixées par l'employeur, d'entente avec l'ouvrier.

Durant le service de garde, l'ouvrier se bornera à exécuter des travaux en rapport immédiat avec ce service. L'organisation du service de garde se fera d'entente avec le personnel et selon un plan déterminé.

Chapitre V. Salaires

Chiffre 8. Tarif des salaires.	A l'heure Fr.	Par mois sans pension et logement Fr.
1° Les salaires minima sont fixés comme suit:		
a) jardiniers possédant leur certificat de capacité professionnelle, pendant les deux ans qui suivent la sortie d'apprentissage	1.45	320.—
b) jardiniers dès la troisième année après l'apprentissage		
1° campagne	1.65	365.—
2° ville de Fribourg	1.75	385.—
c) manœuvres	1.45	320.—
2° Allocations de renchérissement:		
catégorie a	0.15	33.—
catégorie b	0.15	33.—
catégorie c	0.15	33.—
3° Lorsque l'ouvrier prend toute la pension, certains repas ou la chambre chez son employeur, les taux minimums suivants font règle:		
pour le déjeuner	0.80	
pour le dîner	2.40	
pour le souper	1.80	
pour la pension totale		150.—
pour la chambre		20.—

4° Les allocations familiales sont payées aux taux fixés par la législation fribourgeoise.

Le contrat ne porte pas atteinte aux situations acquises plus favorables. Les ouvriers dont le rendement est jugé insuffisant, ceux qui sont partiellement invalides et ceux qui veulent se perfectionner dans leur profession, pourront travailler pour un prix à convenir et à porter à la connaissance du président de la Chambre professionnelle.

Chiffre 9. Indemnité de placement. Pour le travail exécuté au dehors, les frais effectifs sont à la charge de l'employeur.

Chiffre 10. Heures supplémentaires. Pour les heures supplémentaires non compensées, il est payé un supplément de 25% pour le travail de jour ouvrable et de 50% pour le travail du dimanche et de nuit.

Chiffre 11. Paiement du salaire. La paie se fera tous les deux vendredis, pendant les heures du travail. Comme garantie, l'employeur ne peut pas retenir plus de deux jours de salaire. Les réclamations pour salaires, indemnités d'heures supplémentaires, doivent être faites immédiatement.

La paie se fera dans un sachet portant la raison sociale et contenant le détail du calcul.

Chapitre VI. Assurances

Chiffre 12. Assurances-accidents. Les employeurs sont tenus d'assurer leurs ouvriers contre les accidents.

Les employeurs assumeront les primes pour l'assurance professionnelle et les ouvriers pour la non-professionnelle.

Chiffre 13. Assurance-maladie. Les ouvriers sont obligatoirement assurés contre la maladie. L'employeur participe au payement des primes à raison de 3 fr. par mois et par ouvrier. La Société des ouvriers jardiniers établira un contrat collectif d'assurance-maladie auprès d'une caisse reconnue.

Chapitre VII. Vacances

Chiffre 14. Les ouvriers ont droit à des vacances payées: après la première année de service, 6 jours et un jour de plus pour chaque année supplémentaire de service, et cela, jusqu'à un maximum de deux semaines.

En cas de résiliation de l'engagement, les vacances seront payées immédiatement en espèces, au prorata du temps de service. Il ne sera cependant pas tenu compte des vacances de moins d'un jour.

La période des vacances est fixée d'un commun accord entre les parties.

La moitié au moins des vacances sera octroyée durant les mois de juillet et août.

Chapitre VIII. Obligations

Chiffre 15. Les ouvriers doivent se consacrer exclusivement à la tâche exécutée au bénéfice de leur employeur, à la défense de ses intérêts et vouer le meilleur de leurs forces à son succès. En aucun cas, même pendant leurs vacances, ils n'ont le droit de travailler pour des tiers ou pour la vente.

Les ouvriers qui contreviennent à cette interdiction perdent, après un premier avertissement, tous droits à une indemnité pendant leurs vacances et peuvent être immédiatement congédiés, sans avoir droit à une indemnité en raison de ce licenciement.

Chiffre 16. Les ouvriers sont tenus d'utiliser avec soin les choses mobilières et immobilières de l'employeur, d'entretenir soigneusement et avec ordre les chars, les machines, les outils, le mobilier, etc., et d'acquérir au sujet de leur emploi toutes les connaissances nécessaires.

Les ouvriers sont tenus d'observer le secret au sujet de toutes les affaires commerciales. Il leur est interdit de donner accès aux locaux de l'entreprise à des tiers sans l'autorisation d'un supérieur. Toutes les observations et constatations qui pourraient nuire aux intérêts de l'employeur doivent être portées à sa connaissance, de même que des projets qui, de l'avis de l'ouvrier, pourraient être utiles au développement de l'entreprise.

Les relations entre les ouvriers et les employeurs, de même que celles avec la clientèle, doivent être polies.

Chiffre 17. La liberté syndicale est reconnue.

Chapitre X. Conflits collectifs et Chambre professionnelle

Chiffre 19. Les contestations qui peuvent naître de l'application ou de l'interprétation de ce contrat doivent être discutées directement entre les intéressés. Si une entente n'est pas possible, ces contestations sont soumises à la conciliation de la Chambre professionnelle. Celle-ci comprend trois employeurs et trois ouvriers; elle est présidée par une personne neutre.

La Chambre professionnelle sera réunie de cas en cas par son président, en particulier lorsqu'il y a lieu de discuter ou de décider des questions intéressant en commun les employeurs et les ouvriers.

Les frais de délégation sont supportés par les associations.

Les différends qui ne peuvent être applanis par la Chambre seront tranchés par voie d'arbitrage, conformément aux articles 625 et suivants du Code de procédure civile fribourgeois.

Art. 2. La force obligatoire générale aura effet pendant une année à dater de la publication dans la Feuille officielle du canton de Fribourg.

Art. 3. La Direction de l'intérieur, Département de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera soumis à l'approbation du Conseil fédéral.

Donné en Conseil d'Etat, à Fribourg, le 12 octobre 1946.

Le vice-chancelier: Tschachtli. Le président: M. Quartenoud.

Approuvé par le Conseil fédéral, le 2 novembre 1946.

(Cet arrêté a été publié dans la Feuille officielle du canton de Fribourg du 16 novembre 1946.) (AA. 298)

Beschluss

des Staatsrates des Kantons Freiburg, vom 12. Oktober 1946, betreffend Allgemeinverbindlicherklärung eines Gesamtarbeitsvertrages zur Festlegung der Arbeitsbedingungen im Gärtnereigewerbe des Kantons Freiburg

Der Staatsrat des Kantons Freiburg im Hinblick auf den Bundesbeschluss über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen vom 23. Juni 1943; auf die Vollzugsverordnung vom 10. Dezember 1943; auf die kantonale Ausführungsverordnung zu den Bundesvorschriften über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen, vom 24. März 1942; auf das eingereichte Begehren des Verbandes der Gärtnermeister des Kantons Freiburg, in Freiburg; des Kantonalverbandes der Gärtner, in Freiburg; des Schweizerischen Verbandes christlicher Transport-, Handels- und Lebensmittelarbeiter, Sektion der Gärtner, Freiburg, in Erwägung:

1. Die vorgenannten Verbände haben am 17. April 1946 einen Gesamtarbeitsvertrag unterzeichnet und dessen Allgemeinverbindlicherklärung verlangt.

2. Das Begehren wurde am 5. August 1946 im Schweizerischen Handelsamtsblatt, am 27. Juli 1946 im Amtsblatt des Kantons Freiburg veröffentlicht.

3. Es wurden keine Einwände erhoben innerhalb der festgesetzten Frist.

4. Das Begehren wurde, gemäss Art. 9 des Bundesbeschlusses, unabhängigen Experten unterbreitet. Die Ansicht der Experten wurde in den Protokollen ihrer Sitzungen vom 7. und 27. September 1946 niedergelegt.

5. Die Bemerkungen der Experten wurden den unterzeichneten Arbeitgeber- und Arbeitnehmerverbänden mitgeteilt; diese haben beschlossen, am Vertrage gewisse Veränderungen, im Sinne des Art. 10, Abschnitt 3, des Bundesbeschlusses, vorzunehmen.

6. Die allgemeinverbindlich zu erklärenden Bestimmungen des Vertrages entsprechen den Vorschriften des Art. 2 des Bundesbeschlusses.

Auf Antrag der Direktion des Innern,

beschliesst:

Art. 1. Nachgenannte Bestimmungen des Gesamtarbeitsvertrages vom 17. April 1946, betreffend die Arbeitsbedingungen im Gärtnereigewerbe, werden allgemeinverbindlich erklärt:

« Kapitel I. Geltungsbereich

Ziff. 1. Vorliegender Gesamtarbeitsvertrag regelt die Beziehungen zwischen den Betrieben der Gärtnermeister und deren Arbeitern, Gehilfen und Handlangern, die regelmässig oder zeitweilig bei Arbeiten im Kanton Freiburg beschäftigt werden.

Kapitel II. Abschluss und Kündigung des Dienstvertrages

Ziff. 2. Probezeit. Die ersten zwei Arbeitswochen gelten als Probezeit, während der beide Parteien das Dienstverhältnis zu jeder Zeit und ohne vorherige Kündigung auflösen können.

Ziff. 3. Kündigungsfrist. 1. Nach Ablauf der Probezeit kann die Kündigung des Dienstvertrages für beide Teile nur unter Einhaltung einer zweiwöchigen Kündigungsfrist auf ein Wochenende erfolgen. Bezüglich der in Hausgemeinschaft lebenden Arbeiter gilt Art. 349 OR.

2. Die Kündigung des Dienstvertrages kann nur schriftlich, an einem Samstag oder einem Zahltag, erfolgen.

Der Arbeitgeber kann den Dienstvertrag nicht kündigen während Krankheit oder Militärdienst des Arbeiters, auch nicht während der Zeit, da letzterer von der Krankenversicherung Leistungen bezieht für gänzlich oder teilweise Arbeitsunfähigkeit. Anderseits kann auch der Arbeiter aus denselben Gründen den Dienstvertrag nicht kündigen.

Kapitel III. Arbeitszeit

Ziff. 4. Dauer der wöchentlichen Arbeitszeit. 1. Die normale Dauer der wöchentlichen Arbeitszeit darf für jeden Arbeiter 55 Stunden im Wochendurchschnitt nicht übersteigen. Die tägliche Arbeitszeit darf höchstens 9 ½ Stunden betragen.

2. Die zur Zurücklegung des Weges vom Geschäft zur Arbeitsstelle notwendige Zeit (hin und zurück) ist in der Arbeitszeit inbegriffen, wenn der Arbeiter Werkzeug und Material abzuholen hat.

Die Mittagspause ist entsprechend den örtlichen Verhältnissen einzuhalten und variert zwischen 60 und 90 Minuten.

Vom 15. Juni bis 15. März beträgt die tägliche Arbeitszeit 9 Stunden, wohl in der Regel am Samstagnachmittag nicht gearbeitet wird. Vom 15. März bis 15. Juni beträgt sie 10 Stunden, mit Arbeitsschluss um 16 Uhr an den Samstagen.

Kapitel IV. Sonntagsarbeit

Ziff. 5. Die Arbeit an Sonn- und Feiertagen ist geregelt gemäss der Verfügung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements vom 3. August 1935 über die wöchentliche Ruhezeit des Personals der Gärtnereien.

Wenn vom menschlichen Willen unabhängige Ereignisse eintreten (Hagel, Sturm usw.) gemäss Art. 9 des Bundesgesetzes vom 26. September 1931 über die wöchentliche Ruhezeit, ist die verlorene Freizeit spätestens innerhalb zweier Monate zu kompensieren.

Ziff. 6. Der Arbeitgeber ist verpflichtet, anfangs jeden Monats seinen Arbeitern ihre freien Sonn- und Feiertage bekanntzugeben, damit diese sich auch dementsprechend einrichten können.

Ziff. 7. Für den sonntäglichen Wachdienst darf derselbe Arbeiter nur einmal im Monat herangezogen werden, sofern genügend Arbeiter vorhanden sind.

Der Arbeitgeber hat den Wachdienst mit entsprechender Freizeit zu kompensieren, sofern dieser Dienst drei Stunden übersteigt. Die in Form von freien Tagen gewährte Ruhezeit ist vom Arbeitgeber im Einverständnis mit dem Arbeiter zu bestimmen.

Während des Wachdienstes hat der Arbeiter bloss jene Arbeiten auszuführen, die unmittelbar mit genanntem Dienst im Zusammenhang stehen. Die Dienstordnung für den Wachdienst ist zum voraus und im Einverständnis mit dem Personal aufzustellen.

Kapitel V. Löhne

Ziff. 8. Lohntarife.	pro Stunde Fr.	monatlich ohne Kost und Logis Fr.
1. Die Mindestlöhne sind wie folgt festgesetzt:		
a) Gärtner, die im Besitze eines Fähigkeitsausweises sind während der ersten zwei Jahre nach Absolvierung der Lehre	1.45	320.—
b) Gärtner mit dem 3. Jahr nach Absolvierung der Lehre Land	1.65	365.—
Stadt Freiburg	1.75	385.—
c) Handlanger	1.45	320.—
2. Teuerungszulagen:		
Kategorie a)	0.15	33.—
Kategorie b)	0.15	33.—
Kategorie c)	0.15	33.—
3. Wenn der Arbeiter die ganze Pension, bestimmte Mahlzeiten oder das freie Zimmer beim Arbeitgeber bezieht, gelten folgende Mindestansätze:		
für das Frühstück	0.80	
für das Mittagessen	2.40	
für das Nachtessen	1.80	
für die ganze Pension		150.—
für Zimmer		20.—

4. Die Familienzulagen werden gemäss freiburgischer gesetzlicher Regelung entrichtet.

Bestehende günstigere Lohnbedingungen werden durch diesen Vertrag nicht berührt. Arbeiter, deren Leistungen als ungenügend erachtet werden, Teilinvalide und solche, die sich beruflich noch ausbilden wollen, können um einen jeweils zu vereinbarenden Lohn arbeiten, der dem Präsidenten der Berufskammer bekanntzugeben ist.

Ziff. 9. Versetzungsentschädigung. Bei auswärtigen Arbeiten fallen die effektiven Spesen zu Lasten des Arbeitgebers.

Ziff. 10. Ueberstunden. Für nicht kompensierte Ueberstunden ist ein Lohnzuschlag von 25% an Werktagen und von 50% an Sonntagen oder bei Nachtarbeit zu entrichten.

Ziff. 11. Lohnzahlung. Die Lohnzahlung erfolgt jeden zweiten Freitag, und zwar während der Arbeitszeit. Als Standgeld dürfen nicht mehr als zwei Taglöhne zurückbehalten werden. Reklamationen betreffs Löhne oder Ueberzeitentschädigung sind unverzüglich vorzubringen.

Der Lohn ist dem Arbeiter in Lohntäschchen mit Firmabezeichnung und genauer Abrechnung anzuhändigen.

Kapitel VI. Versicherungen

Ziff. 12. Unfallversicherungen. Der Arbeitgeber hat seine Arbeiter gegen Unfall zu versichern.

Die Prämien für die Versicherung gegen Betriebsunfälle gehen zu Lasten des Arbeitgebers; diejenigen für die Versicherung gegen Nichtbetriebsunfälle zu Lasten der Arbeiter.

Ziff. 13. Krankenversicherung. Die Arbeiter sind obligatorisch gegen Krankheit versichert. Der Arbeitgeber zahlt an die entsprechenden Prämien Fr. 3.— pro Monat und pro Arbeiter. Der Gärtnerverband wird einen Kollektivversicherungsvertrag mit einer anerkannten Kasse ausarbeiten.

Kapitel VII. Ferien

Ziff. 14. Der Arbeiter hat Anrecht auf bezahlte Ferien; nach dem ersten Dienstjahr auf 6 Tage und auf je einen weiteren Tag für jedes weitere Dienstjahr, bis höchstens zwei Wochen.

Im Falle einer Auflösung des Dienstverhältnisses ist die Ferienentschädigung in Geld zu entrichten im Verhältnis zur Dienstzeit; Ferien von weniger als einem Tag werden jedoch nicht berücksichtigt.

Die Ferienzeit wird unter Einverständnis der Parteien festgesetzt.

Wenigstens die Hälfte der Ferien ist während der Monate Juli und August zu gewähren.

Kapitel VIII. Besondere Pflichten der Arbeiter

Ziff. 15. Die Arbeiter haben sich ausschliesslich dem Dienste ihrer Arbeitgeber zu widmen und deren Geschäftsinteressen zu wahren und nach besten Kräften zu fördern. Sie dürfen weder während der Dienstzeit noch während der Freizeit für Drittpersonen oder im Hinblick auf den Handel berufliche Arbeiten verrichten.

Arbeiter, die gegen dieses Verbot handeln, gehen jeglicher Ferienentschädigung verlustig und können fristlos und ohne Entschädigungsanspruch entlassen werden.

Ziff. 16. Die Arbeiter sind verpflichtet, mit dem beweglichen und unbeweglichen Eigentum ihrer Arbeitgeber sorgfältig umzugehen, Wagen, Maschinen, Werkzeuge, Geschäftsmobiliar usw. in gutem Zustand zu halten und sich über deren Gebrauch alle erforderlichen Kenntnisse zu verschaffen.

Den Arbeitern wird Verschwiegenheit in allen Geschäftssachen zur Pflicht gemacht. Es ist untersagt, fremden Personen ohne Erlaubnis eines Vorgesetzten Eingang in den Betrieb zu verschaffen.

Beobachtungen und Wahrnehmungen über Dinge, die dem Arbeitgeber Schaden bringen könnten, sind diesem zu melden, desgleichen Projekte, die nach Ansicht des Arbeiters der Entwicklung des Betriebes nützlich sein könnten.

Die Beziehungen zwischen Arbeitern und Arbeitgebern sowie jene mit der Kundschaft sollen höflich sein.

Ziff. 17. Die gewerkschaftliche Freiheit wird gewährleistet.

Kapitel X. Kollektive Differenzen und Berufskammer

Ziff. 19. Allfällige Schwierigkeiten, die sich in der Durchführung oder der Auslegung dieses Vertrages ergeben, sind direkt zwischen den Beteiligten beizulegen. Wenn eine Einigung nicht erzielt werden kann, ist der Fall der Berufskammer zur Schlichtung zu unterbreiten. Die Berufskammer setzt sich zusammen aus drei Arbeitgebern und drei Arbeitern und wird durch eine neutrale Person präsidiert.

Die Berufskammer wird von Fall zu Fall von ihrem Präsidenten einberufen, insbesondere wenn Fragen, die Meister und Arbeiter gemeinsam interessieren, zu behandeln sind. Die Delegationskosten gehen zu Lasten der Verbände.

Streitigkeiten, welche durch die Berufskammer nicht geschlichtet werden können, werden im Schiedsverfahren, gemäss Art. 625 und folgende der freiburgischen Zivilprozessordnung erledigt. »

Art. 2. Die Allgemeinverbindlicherklärung tritt mit der Veröffentlichung im kantonalen Amtsblatt in Kraft mit Wirkung auf ein Jahr.

Art. 3. Die Direktion des Innern, Industrie-, Handels- und Gewerbedepartement, ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt. Der Beschluss wird dem Bundesrat zur Genehmigung unterbreitet werden.

Also beschlossen vom Staatsrat, zu Freiburg, den 12. Oktober 1946.

Der Vizekanzler: **A. Tschachtli.**
Der Präsident: **M. Quartenond.**

Vom Bundesrat genehmigt den 2. November 1946.

(Dieser Beschluss wurde am 16. November 1946 im kantonalen Amtsblatt veröffentlicht.)

The Northern Assurance Co., Ltd., London

Actif — **Bilan au 31 décembre 1945** — **Passif**

Actif	£ s d
Engagements des actionnaires ou titulaires de parts sociales	3 614 949.—.—
Valeurs mobilières:	
Obligations et lettres de gage	12 437 391.—.—
Actions de compagnies d'assurances	2 742 371.—. 2
Autres actions	1 389 376.—.—
Autres valeurs mobilières	574.—.—
Prêts à des corporations de droit public	645 941. 2. 3
Placements hypothécaires	1 113 208.13. 4
Immeubles	1 143 783. 9. 2
Prêts à des sociétés immobilières	302 439.18. 3
Effets à recevoir, avoirs en banques, chèques postaux, caisse	908 729. 5.—
Avoirs auprès d'agents et d'assurés	1 057 244. 6. 6
Avoirs auprès de sociétés d'assurances et de réassurances:	
Compte courant / Dépôts pour réassurances acceptées, gérés par les cédants	155 305. 2.11
Prorata d'intérêts et loyers	161 719. 3. 5
Autres actifs et débiteurs divers	376 784.17.—
	26 049 816.18.—

Passif	£ s d
Fonds propres de la société:	
Capital social	4 519 110.—.—
Fonds de réserve légal	2 000 000.—.—
Réserves spéciales	2 026 093. 3. 8
Réserves techniques, réassurances déduites:	
Provision pour risques en cours	2 069 833.19. 9
Provision pour sinistres à régler	1 254 459. 4. 7
Autres réserves techniques	10 380 403.16. 3
Engagements envers des sociétés d'assurances et de réassurances:	
Compte courant / Dépôts pour réassurances cédées, gérés par la société	253 325.17. 6
Engagements:	
envers des agents	100 101.—. 1
Obligations 4%	605 100.—.—
Autres passifs et créditeurs divers	647 993. 8.10
Fonds de prévoyance en faveur du personnel	571 723.17. 3
Bénéfice	1 621 672.10. 1
(VG. 68)	26 049 816.18.—

Londres, le 16 octobre 1946.

The Northern Assurance Co., Ltd.
E.-D. Crampton.

Mitteilungen – Communications – Comunicazioni

Herabsetzung der Zölle für Seidenbänder

Der damaligen verzweifelten Notlage der schweizerischen Seidenbandindustrie Rechnung tragend, wurden die Zollansätze für Seidenbänder der Pos. 449 a/e im August 1940 von Fr. 400 auf Fr. 2000 per q erhöht, in der Meinung, dass diese Massnahme wieder rückgängig zu machen sei, sobald der für die Seidenbandindustrie lebensnotwendige Export wieder möglich sein wird. Da die Seidenbandindustrie schon seit Monaten wieder gut beschäftigt ist und, nach dem derzeitigen Auftragsbestand zu schliessen, noch längere Zeit bleiben wird, ist nun die als vorübergehend bezeichnete Zollerhöhung aufgehoben worden, so dass die Seidenbänder mit Wirkung vom 1. Dezember 1946 hinweg wieder dem früheren Ansatz von Fr. 400 per q brutto unterliegen werden.

Bundesratsbeschluss über die Herabsetzung der Zölle auf Bänder aus Seide, Florettseide und Kunstseide

(Vom 26. November 1946)

Der Schweizerische Bundesrat, gestützt auf den durch Bundesbeschluss vom 26. April 1923 in seiner Wirksamkeit verlängerten Bundesbeschluss vom 18. Februar 1921 betreffend die vorläufige Abänderung des Zolltarifs, beschliesst:

Art. 1. Der Bundesratsbeschluss vom 6. August 1940 über die Erhöhung der Zölle auf Bändern aus Seide, Florettseide und Kunstseide wird aufgehoben.

Art. 2. Die Ansätze der nachstehenden Positionen des Gebrauchstarifs vom 8. Juni 1921 werden wie folgt geändert:

Tarifnummer	Warenbezeichnung	Zollansatz per q Fr.
	Bänder aus Seide, Florettseide, Kunstseide:	
449 a	— ans Sammet und Plüsch	400.—
	— andere:	
449 b	— — aus reiner Seide oder Florettseide (Schappe)	400.—
449 c	— — aus Seide oder Florettseide (Schappe), gemischt mit andern Spinnstoffen	400.—
449 d	— — aus reiner Kunstseide	400.—
449 e	— — ans Kunstseide, gemischt mit andern Spinnstoffen	400.—

Ad 449 a bis e. Bänder in Verbindung mit echtem oder unechtem Gold- oder Silberfaden; Etikettenbänder aus Seide, Florettseide, Kunstseide, gewebt, am Stück oder zugeschnitten (BRB 15. November 1940).

Art. 3. Dieser Beschluss tritt am 1. Dezember 1946 in Kraft.

Bern, den 26. November 1946.

Im Namen des Schweizerischen Bundesrates:
der Bundespräsident: **Kobelt,**
der Bundeskanzler: **Leimgruber.**

278. 27. 11. 46.

Réduction des droits de douane sur les rubans en soie

Tenant compte de la situation extrêmement précaire dans laquelle se trouvait l'industrie suisse des rubans en soie, le Conseil fédéral avait décidé, au mois d'août 1940, d'augmenter les droits d'entrée sur les rubans en soie (Nos 449 a—e du tarif douanier) de 400 à 2000 francs par quintal, cette mesure devant toutefois être rapportée aussitôt que pourraient reprendre les exportations nécessaires à l'existence de cette industrie. Comme l'industrie suisse des rubans en soie est pleinement occupée depuis des mois déjà et que l'état actuel des commandes lui assure du travail pour longtemps encore, le Conseil fédéral a abrogé la majoration douanière instituée à titre temporaire en 1940. Dès le 1er décembre 1946, les rubans en soie seront donc de nouveau soumis au droit antérieur de 400 fr. par quintal, poids brut.

Arrêté du Conseil fédéral réduisant les droits d'entrée sur les rubans en soie, en bourre de soie ou en soie artificielle

(Du 26 novembre 1946)

Le Conseil fédéral suisse, vu l'arrêté fédéral du 18 février 1921 relatif à la modification provisoire du tarif douanier prolongé dans ses effets par l'arrêté fédéral du 26 avril 1923, arrête:

Article premier. Est abrogé l'arrêté du Conseil fédéral du 6 août 1940 augmentant les droits d'entrée sur les rubans en soie, en bourre de soie ou en soie artificielle.

Art. 2. Les taux des rubriques ci-après du tarif d'usage du 8 juin 1921 sont modifiés comme il suit:

Numéros du tarif	Désignation des marchandises	Taux du droit fr. par q.
	Rubans en soie, bourre de soie ou soie artificielle:	
449 a	— en velours et peluche	400.—
	— autres:	
449 b	— — en soie ou en bourre de soie (chappe), pures	400.—
449 c	— — en soie ou en bourre de soie (chappe), mélangées avec d'autres matières textiles	400.—
449 d	— — en soie artificielle pure	400.—
449 e	— — en soie artificielle, mélangée avec d'autres matières textiles	400.—

Ad 449 a à e. Rubanerie combinée avec des fils d'or ou d'argent, vrai ou faux; rubans pour étiquettes, en soie, bourre de soie, soie artificielle, tissés, à la pièce ou découpés (A.C.F. 15 novembre 1940).

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er décembre 1946.

Berne, le 26 novembre 1946.

Au nom du Conseil fédéral suisse,
le président de la Confédération: **Kobelt,**
le chancelier de la Confédération: **Leimgruber.**

278. 27. 11. 46.

Portugal - Einstellung des Nachnahmeverkehrs — Suspension du service des remboursements

(PTT) Auf Ersuchen der portugiesischen Postverwaltung muss der Nachnahmeverkehr (Brief- und Paketpost) aus der Schweiz nach Portugal mit sofortiger Wirkung vorübergehend eingestellt werden. Bei den Sammelstellen liegende Sendungen der erwähnten Art werden an die Absender zurückgesandt. 278. 27. 11. 46.

(PTT) A la demande de l'administration des postes portugaises, le service des remboursements (lettres et colis) à destination du Portugal est suspendu immédiatement. Les envois de l'espèce se trouvant aux offices d'échange seront rendus aux expéditeurs. 278. 27. 11. 46.

Schweizerische Nationalbank — Banque nationale suisse

Ausweis vom 23. November 1946 — Situation au 23 novembre 1946

Aktiven — Actif	Fr.		Veränderungen seit dem letzten Ausweis *Changements depuis la dernière situation* Fr.
Goldbestand — *Encaisse or*	4 922 690 101.57	+	6 931 768.35
Devisen — *Disponibilités à l'étranger*			
deckungsfähige — *pouvant servir de couverture*	142 658 665.29		
andere — *autres*	232 888 97	—	5 469 974.42
Inlandportefeuille — *Portefeuille effets sur la Suisse*			
Wechsel — *Effets de change*	90 518 460.85		
Schatzanweisungen — *Rescriptions*	—	+	6 121 861.70
Wechsel der Darlehenskasse der Eidgenossenschaft *Effets de la Caisse de prêts de la Confédération*	2 700 000.—		—
Lombardvorschüsse mit 10tägiger Kündigungsfrist *Avances sur nantissement dénonciables à 10 jours*	35 076 114.14	+	755 462.73
andere Lombardv. — *autres avances sur nant.*	—		—
Wertschriften — *Titres*	54 923 091.—		—
Korrespond. im Inland — *Corresp. en Suisse*	8 487 778 31	—	5 219 477.84
Sonstige Aktiven — *Autres postes de l'actif*	17 431 112.04	—	2 069 206.83
Zusammen — *Total*	5 274 713 206.67		

Passiven — Passif	Fr.		Fr.
Eigene Gelder — *Fonds propres*	42 500 000.—		—
Notenumlauf — *Billets en circulation*	3 794 818 810.—	—	1 284 885.—
Tägl. fäll. Verbindlichkeiten — *Engagements à vue*	1 156 147 294.16	+	4 250 678.68
Sonstige Passiven — *Autres postes du passif*	281 252 102.51	—	1 915 359.99
Zusammen — *Total*	5 274 713 206.67		

Diskontosatz *Taux d'escompte* 1½% seit 26. Nov. 1936 *dep. le 26 nov. 1936* | Lombardzinsfuss *Taux pour avanc.* 2½% seit 26. Nov. 1936 *dep. le 26 nov. 1936*

278. 27. 11. 46.

Redaktion:
Handelsabteilung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements in Bern

WATERMAN LINE
New York und Outports

Nächste Abfahrten:
s/s «YAKA» 3. Dezember von Antwerpen
s/s «FAIRISLE» 10. Dezember von Rotterdam
s/s «BIENVILLE» 17. Dezember von Antwerpen
s/s «ANTINOUS» 24. Dezember von Rotterdam

Auskünfte erteilen die Export-Fracht-Agenten:
WELTIFURRER INTERNATIONALE TRANSPORT-AG., ZÜRICH
Telephon (051) 23 87 54
Filialen: Basel — Buchs (St.Gallen) — Genf — Schaffhausen — St.Gallen

Kobaltacetat, ca. 23/24 %
kurzfristig lieferbar
Paul Wormser, Zollikon-Zürich, Tel. (051) 24 93 72

Umstände halber Z 747
günstig zu verkaufen und sofort lieferbar:
fabrikneue
Additions-Maschinen
elektrisch schreibend, mit direkter Subtraktion und Negativ-Saldo und teilweise mit automatischer Multiplikation. Verschied. Marken, mit Garantie.
Anfragen an Postfach 50, Hauptpost Zürich 1.

„Safag"-Frankiermaschine
mit 10 Taxwerten und Motor günstig abzugeben. Anfragen erbeten unter Chiffre T 11345 Q an Publicitas Basel. Q 460

Fischer & Rechsteiner, Aktiengesellschaft

MAILAND Via Valtellina 6
Telefon: 690—692
690—790

Chiasso
Telefon: 4 22 61, 4 22 62
Telegramme: Rechsteiner

COMO Via Stelvio 6
Telefon: 2072
3091

INTERNATIONALE TRANSPORTE VON UND NACH ITALIEN UND ÜBER ITALIENISCHE HÄFEN

Ihre leistungsfähigen Vertrauensleute

Ski-Lift Schwarzsee AG.

Ausserordentliche Generalversammlung der Aktionäre

Donnerstag, den 12. Dezember 1946, um 15 Uhr, im Hôtel des Bouchers in Freiburg.

Erste Versammlung — Traetanda

1. Erhöhung des Aktienkapitals.
2. Eingehung einer Anleihe.
3. Verschiedenes.

Unmittelbar nach der ersten Versammlung folgt eine

zweite Versammlung mit folgenden Traetanda:

1. Feststellung des unterzeichneten Kapitals und seiner vollen Einzahlung.
2. Verschiedenes.

Die Interimscheine gelten als Eintrittskarten. F 70

Freiburg, den 25. November 1946. DER VERWALTUNGSRAT.

Moulins Rod S.A., Orbe

Messieurs les actionnaires sont convoqués en

assemblée générale ordinaire

pour le mardi 10 décembre 1946, à 10 heures, au siège social.

Ordre du jour: opérations statutaires.

Les cartes d'admission à l'assemblée sont délivrées contre dépôt des titres au siège social, jusqu'au 5 décembre 1946. Le bilan et le compte de profits et pertes au 30 juin 1946 ainsi que le rapport du commissaire-vérificateur seront tenus à disposition des actionnaires au siège social dès le 1er décembre 1946. L 438

Le conseil d'administration.

Stoppani S.A., Berne

Messieurs les actionnaires sont convoqués en

assemblée générale ordinaire

le mardi 10 décembre 1946, à 15 heures, à l'Hôtel Bristol, à Berne.

Ordre du jour: opérations statutaires.

Le bilan, le compte de profits et pertes, le rapport de gestion, ainsi que le rapport des contrôleurs seront à la disposition des actionnaires dès le 1er décembre 1946. 617

Le conseil d'administration.

Bata-Schuh-AG., Möhlin

Einladung zur 16. ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre

auf Donnerstag, den 12. Dezember 1946, nachmittags 2 Uhr, in das Bureau der Gesellschaft in Möhlin-Ryburg

TRAKTANDEN:

1. Protokoll der letzten ordentlichen Generalversammlung.
2. Bericht des Verwaltungsrates, der Kontrollstelle sowie Bilanz mit Gewinn- und Verlustrechnung.
3. Décharge-Erteilung an die Verwaltung.
4. Beschlussfassung über das Jahresergebnis.
5. Wahl der Verwaltung und Kontrollstelle.
6. Diverses. Z 769

Die Bilanz, sowie die Gewinn- und Verlustrechnung mit Jahresbericht der Verwaltung und Rechenschaftsbericht der Kontrollstelle liegen allen denen, welche sich als Aktionäre legitimieren, im Bureau der Gesellschaft zur Einsicht auf. Stimmkarten für die Generalversammlung können bis am Vorabend der Generalversammlung gegen Ausweis des Aktienbesitzes am gleichen Orte bezogen werden. Auf Verlangen der Verwaltung haben die Aktionäre, die an der Generalversammlung teilnehmen wollen, die Aktientitel bei der Gesellschaft zu deponieren; die darauf erfolgte Empfangsanzeige gilt als Stimmkarte.

Möhlin, den 25. November 1946. DIE VERWALTUNG.

Kraftwerke Oberhasli AG.
Innertkirchen

4%-Obligationen-Anleihe 1940 von Fr. 25 000 000 März Emission

Kündigung

In Uebereinstimmung mit dem Anleihensvertrag kündigen wir die nicht konvertierten Obligationen der 4%-Anleihe von Fr. 25 000 000 von 1940, März-Ausgabe zur

Rückzahlung auf 1. April 1947.

Mit diesem Tage hört die Verzinsung auf.

Die gekündigten Obligationen werden vom Verfall hinweg bei den auf den Titeln vermerkten Zahlstellen gegen Vorweisung der Titel und der nicht verfallenen Zinscoupons zum Nennwert eingelöst. 612

Innertkirchen, den 25. November 1946.

KRAFTWERKE OBERHASLI AG.:
Dr. E. Moll. E. Baumann.

Suvretta-Piz Nair Skilift AG., St. Moritz

Einladung zur IX. ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre

auf Samstag, den 7. Dezember 1946, um 16 Uhr 30, in das Hotel «Steffani» in St. Moritz

TRAKTANDEN:

1. Jahresbericht des Verwaltungsrates pro 1945/46. Bericht der Kontrollstelle sowie Gewinn- und Verlustrechnung und Bilanz per 30. April 1946.
2. Décharge-Erteilung an die Verwaltungsorgane.
3. Wahl des Verwaltungsrates.
4. Wahl der Kontrollstelle.
5. Umfrage.

Die Bilanz und der Bericht der Kontrollstelle liegen den Herren Aktionären, welche sich als solche legitimieren, ab 27. November 1946 bei der Schweizerischen Kreditanstalt in St. Moritz zur Einsicht auf. Ch 66

St. Moritz, den 25. November 1946. Der Verwaltungsrat.

Accroissez vos ventes

«Business» établira:

Un projet à frais réduits

Une prospection en toutes langues

Un lancement à gros rendement

Première étude gratuite

Case Plainpalais 35, Genève, tél. 4 99 84

OSO
1 Strich-3 Buchungen
Buch
1 Strich-3 Buchungen
halt
1 Strich-3 Buchungen
ung

einfach, übersichtlich, zeitsparend
Modelle für Hand und Maschine
Prospekte und Vorführung durch:

Scholl
Zürich, an der Poststrasse
Tel. (051) 23 78 69
Genf: Rue du Mont-Blanc 12
Lugano: Via E.-Rossi 6

Zu verkaufen: fabrikneue Heizöltanks

3 Stück zu 20 000 l, lieferbar anfangs Februar 1947
3 Stück zu 30 000 l, lieferbar Ende Februar 1947
3 Stück zu 50 000 l, lieferbar März 1947. 138-1

Anfragen unter T 643 Vs an Publicitas, Basel.

Das SHAB ist in Finanzkreisen sehr verbreitet. Mit einem Inserat erreichen Sie diese Kreise vollständig.

Kanton Luzern. Zu verkaufen an Kantonshauptstrasse, Nähe Linie Luzern—Olten—Basel, sehr zentral gelegenes

Industrie-Bauterrain

Geleiseanschluss wäre möglich. Es handelt sich um einen grösseren oder kleineren Platz, in einer aufblühenden Ortschaft, die noch keine Industrie hat und genügend männliche und weibliche Arbeitskräfte zur Verfügung hätte, also konkurrenzlos.
Interessenten melden sich gefl. unter Chiffre J 45651 Lz an Publicitas Luzern. Lz 189

Faiblesse sexuelle...

On doit combattre à temps la fatigue, la lassitude, le vieillissement prématuré, l'épuisement nerveux, la dépression, au moyen de SEXVIGOR. Les substances que contient cette préparation — hormones, lécithines, cola — favorisent le renouvellement des forces et vous aide à retrouver l'énergie que vous croyez avoir perdue.

SEXVIGOR

Contient, selon les données scientifiques en dosages efficaces: hormones, lécithine, phosphates, fer, calcium, extraits de cola, de Puama et de Yohimbé.

La teneur en hormones est régulièrement contrôlée par l'Institut Suisse du Contrôle des Hormones à Lausanne.

Spécialité française

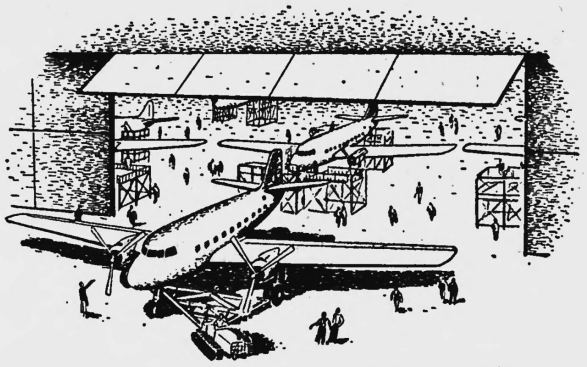
Emb. d'essai 50 compr. Fr. 6.50
Emb. original 100 compr. Fr. 12.—
Emb. cure 300 compr. Fr. 32.50

En vente dans toutes pharmacies

Dépôts:

LAUSANNE Pharmacie de l'Etoile, Rue Neuve 1
ZURICH Victoria-Apotheke, Dr. Egloff, Bahnhofstraße 71
BÂLE Markt-Apotheke, Marktgasse 5
BERNE Apotheke Dr. Studer, Spitalgasse 32
ST-GALL Hecht-Apotheke Hausmann
LUCERNE Central-Apotheke, Rickli & Cie
SCHAFFHOUSE Quidort-Apotheken
COIRE Landi-Apotheke, Poststraße
GENEVE Pharmacie Junod

169-18



Massenproduktion der neuen Martin-Flugzeuge bedeutet niedrigere Herstellungskosten

Die Typen Martin 2-0-2 und 3-0-3 sind nicht nur flugtechnisch unerreicht, sondern stellen sich auch im Preis dieser Kategorie besonders günstig. Die Erklärung für die niedrigen Gestehungskosten liegt darin, daß die Glenn L. Martin Company — die älteste und zugleich eine der größten Flugzeugfabriken der Welt — auf Massenfabrikation eingestellt ist, die ihrerseits dadurch ermöglicht wird, weil von 11 nord- und südamerikanischen Fluglinien große, Hunderte von Apparaten umfassende Bestellungen aufgegeben wurden. Die neuen Martin-Maschinen gelten auf dem ganzen amerikanischen Kontinent als Standard-Typ!

Leistungsfähige Flugzeuge modernster Konstruktion

Der « Martin 2-0-2 » faßt 36 bis 40 Passagiere; sein Aktionsradius beträgt 2000 km bei einer Stundengeschwindigkeit von 450 km. Die Inneneinrichtung umfaßt geräumige Sitzplätze mit verstellbarer Lehne, Einzelbeleuchtung zum Lesen, zugfreie Heizung und Lüftung, modernste Schallabdichtung, elegante Bauart und viele andere Bequemlichkeiten. Der Typ 2-0-2 ist speziell für einfache Handhabung gebaut und ist deshalb ganz besonders billig im Betrieb. Auf die Flugsicherheit wird selbstverständlich ebenfalls größter Wert gelegt: Heizvorrichtung gegen Eisbildung, übersichtliche Kontrollorgane für den Piloten, Radareinrichtung und anderes mehr sorgen für denkbar höchste Zuverlässigkeit. Dank kurzer Lande- und Abfliegdistanzen kann der Martin 2-0-2 auch kleinere Flughäfen bedienen. Der Typ 3-0-3 weist alle Vorzüge des 2-0-2 auf, hat jedoch eine Fahrgeschwindigkeit von 480 km pro Stunde. In der gegen Druckwirkungen völlig abgedichteten Kabine sind die Gäste selbst in großer Höhe vor lästigen atmosphärischen Einflüssen geschützt; zum Ausruhen steht ein besonderer Salon zu ihrer Verfügung.

Die neuen Martin-Apparate besitzen zugleich modernste Einrichtungen (wie z. B. besondere Kühlkammern) für die Übernahme von Fracht jeder Art. Als spezielle Vorzüge sind zu erwähnen: hohe Geschwindigkeit, rascher Start, schnelles Tanken und minimaler Zeitverlust.

Dank ihrer Geschwindigkeit, ihrer Wirtschaftlichkeit und Zuverlässigkeit bieten die neuen Martin-Apparate eine Höchstleistung, die nicht überboten werden kann. THE GLENN L. MARTIN COMPANY, BALTIMORE 3, MARYLAND, U.S.A.

Leitende Stellen von Fluglinien werden sich besonders für folgende Einzelheiten der neuen Martin-Maschinen interessieren:

- Bei einem Städteflug von 400 km belaufen sich die reinen Flugkosten — abgesehen von andern Betriebsspesen — auf weniger als 3 Rappen per km und Passagier.
- Die Triebstoffreservoirs befinden sich unter den Flügeln, was große Zeitersparnis beim Tanken erlaubt.
- Die Reservoirs vom Typ «Mareng» sind biegbar, die Kosten sind geringer, die Sicherheit größer.
- Alle Apparate weisen modernste Vorrichtungen auf, wie z. B. verstellbarer, für Landebremsung eingerichteter Propeller, Heizung gegen Eisbildung, schnittiges Flügelprofil, Dreirad-Fahrgestell, Zwillings-Landungsräder usw.
- Alle Einrichtungen sind für die Bedienungsmannschaft vom Boden aus leicht erreichbar. Die Zugangsöffnungen sind so angeordnet, daß die Unterhaltskosten möglichst niedrig gehalten und die Verwendungsmöglichkeit pro Tag gesteigert werden kann.
- Eingebaute Rampen und breite Türen erlauben rasches Ein- und Ausladen, wodurch die Wartezeit auf dem Flugplatz gekürzt wird.

Martin AIRCRAFT

Builders of Dependable Aircraft Since 1909

Verlangen Sie vom Schweizerischen Handelsamtsblatt Probenummern der « Volkswirtschaft »

Jenny & Co.
Treuhand-Gesellschaft, Basel
Bilanzen - Steuersachen
Gegr. 1922 (Spez. für Kriegsgewinnsteuer)

Z 768

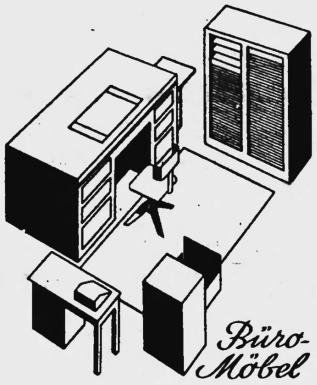
Qualifizierter kaufmännischer Mitarbeiter(in)

vertraut mit allen Büroarbeiten, organisatorisch begabt, befähigt zur Personalführung, als

Stütze des Chefs, Sekretär(in)

für chemisch-pharmazeutischen Betrieb nach Baden **gesucht.** Interessante, entwicklungsfähige Dauerstelle. Deutsch, Französisch und Englisch erforderlich.

Handschriftliche Offerten mit Referenzen, Photo, Lebenslauf und Ansprüchen erbeten unter Chiffre R 641 Vs an **Publicitas Zürich.**



aus Holz und Stahl

Flachpulte

Standard-Ausführung
auch mit
Hängeregistraturschubladen

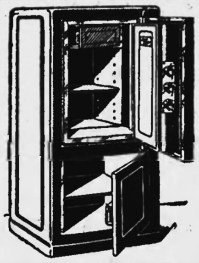
Schreibtische

schöne, praktische Ausführung
für Privat- und Direktionszimmer
in verschiedenen Holzarten

Vertikal- und Aktenschränke
Schreibmaschinentische
Stühle und Fauteuils

liefern sofort ab Lager

Huppertsberg & Co., Zürich
Sihlstraße 61, beim Hallenbad
Telephon (051) 25 67 13 95-14



Kassenschränke
Stahlmöbel
Werkzeugschränke
Stahlkammern

UNION-
Kassenfabrik AG.
ZURICH
Albisriederstr. 257
Verlangen Sie Prospekt Nr. 305

Ausstellung und Verkauf:
Löwenstr. 2, «Schmidhof»

Entrepôts L 436

secs, au centre de Lausanne, à louer. Monte-charges à disposition.

Ecrire sous chiffre P 1018-17 L à Publicitas Lausanne.

Annoncenregie und verantwortlich für den Inseratenteil: Publicitas AG. — Régie des annonces et responsabilité pour ces dernières: Publicitas SA. — Druck: Fritz Pochon-Jent AG., Bern.